

Pour diffusion immédiate

Transcontinental inc. annonce ses résultats de l'exercice financier 2017

Faits saillants de 2017

- Les revenus ont diminué de 12,3 millions de dollars, soit de 0,6 %.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 89,2 millions de dollars, passant de 212,8 millions de dollars à 302,0 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, a augmenté de 9,9 millions de dollars, passant de 283,4 millions de dollars à 293,3 millions, soit de 3,5 %.
- Le résultat net a augmenté de 65,2 millions de dollars, passant de 146,3 millions de dollars à 211,5 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 5,9 millions de dollars, passant de 196,3 millions de dollars à 202,2 millions, soit de 3,0 %.
- Maintien d'une solide position financière avec un ratio d'endettement net de 0,3x.
- Conclusion d'une entente élargie avec Lowe's Canada qui comprend le renouvellement de l'entente avec RONA et l'ajout de l'impression des circulaires de Lowe's au Canada. Cette entente représente des revenus de 200 millions de dollars sur cinq ans et comprend tous les services aux détaillants pour l'ensemble des bannières de Lowe's et de RONA au pays.
- Vente des actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et mise en place d'un processus visant la vente des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario. À ce jour, près de 60 % de ces journaux ont été vendus.
- Acquisition, subséquentement à la fin de l'exercice, de Les Industries Flexipak inc., un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec.

Montréal, le 14 décembre 2017 - Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B) annonce ses résultats de l'exercice financier 2017 clos le 29 octobre 2017.

« Je suis très fier de notre performance en 2017, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental. Alors que nous poursuivons notre transformation avec détermination, nous avons enregistré, pour une troisième année consécutive, la meilleure rentabilité de notre histoire.

« La division de l'impression a connu d'excellents résultats en 2017 et a continué à améliorer sa rentabilité, notamment grâce à la demande accrue des détaillants canadiens pour notre offre de services intégrée. Nous avons d'ailleurs renouvelé et élargi nos contrats à long terme avec de grands détaillants. Enfin, nous avons déployé des mesures afin de favoriser l'utilisation optimale de notre plateforme d'impression.

« Quant à la division de l'emballage, nous avons intégré avec succès les entreprises Robbie Manufacturing et Flexstar Packaging. Grâce aux investissements réalisés dans notre plateforme et dans le développement de notre force de vente, plusieurs occasions d'affaires se sont matérialisées cette année. Cette division a donc généré une croissance interne soutenue en 2017. Enfin, nous avons poursuivi nos nombreuses démarches d'acquisitions et avons récemment annoncé celle de Les Industries Flexipak inc. située à Montréal.

« Quant au secteur des médias, nous avons continué à transformer stratégiquement notre portefeuille d'actifs pour nous recentrer sur nos créneaux plus prometteurs. D'ailleurs, nos activités de médias spécialisés et d'édition d'ouvrages pédagogiques ont généré de solides résultats en 2017. De plus, nous nous sommes départis de nos publications dans les provinces de l'Atlantique et nous avons déjà vendu près de 60 % de nos journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario.

« En somme, grâce à notre saine situation financière et à nos importants flux de trésorerie, nous sommes en excellente position pour continuer à bâtir notre plateforme nord-américaine d'emballage souple. »

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T4-2017	T4-2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Revenus	527,2 \$	555,6 \$	(5,1) %	2 007,2 \$	2 019,5 \$	(0,6) %
Résultat opérationnel avant amortissement	128,5	107,8	19,2	405,4	319,5	26,9
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	123,3	133,9	(7,9)	396,7	390,1	1,7
Résultat opérationnel	103,6	81,3	27,4	302,0	212,8	41,9
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	98,4	107,4	(8,4)	293,3	283,4	3,5
Résultat net	73,4	57,7	27,2	211,5	146,3	44,6
Résultat net par action	0,94	0,75	25,3	2,73	1,89	44,4
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	68,3	76,6	(10,8)	202,2	196,3	3,0
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,88	0,99	(11,1)	2,61	2,53	3,2

(1) Veuillez consulter la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Résultats de l'exercice financier 2017

Les revenus sont passés de 2 019,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 2 007,2 millions pour la même période en 2017, représentant une diminution de 12,3 millions de dollars, soit de 0,6 %. En excluant l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2016 et 2017 en lien avec la stratégie de la Société, ainsi que l'effet favorable du taux de change, les revenus ont augmenté de 58,6 millions de dollars, soit de 3,0 %. Cette augmentation est surtout attribuable à la contribution des acquisitions, principalement dans la division de l'emballage, à la hausse de la demande pour l'ensemble des services aux détaillants canadiens, notamment aux termes de l'entente élargie avec Lowe's Canada, à la hausse de volume dans la division de l'emballage et au volume additionnel provenant de l'entente d'impression avec le *Toronto Star*. La contribution de ces facteurs a toutefois été atténuée par la baisse de volume dans les créneaux de la division de l'impression non liés aux services aux détaillants canadiens, notamment en raison de l'incidence de la fin de l'entente non récurrente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada en 2016, et la baisse d'activité dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias.

Le résultat opérationnel a augmenté de 89,2 millions de dollars, soit de 41,9 %, passant de 212,8 millions au cours de l'exercice 2016 à 302,0 millions au cours de la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse de la charge de dépréciation d'actifs en raison d'une charge liée aux immobilisations incorporelles des journaux quotidiens et hebdomadaires à l'extérieur du Québec en 2016, ainsi qu'à la baisse des frais de restructuration en raison de gains liés à la vente de certaines activités du secteur des médias et de coûts moindres découlant de la réduction d'effectifs en 2017. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 9,9 millions de dollars, soit de 3,5 %, passant de 283,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 293,3 millions au cours de la même période en 2017. En excluant l'effet défavorable de 16,7 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2017 par rapport à la même période en 2016, l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2016 et 2017 et l'effet favorable du taux de change, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 23,9 millions de dollars, soit de 8,5 %. Cette augmentation est surtout attribuable à la contribution des acquisitions et à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression et dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux dans le secteur des médias, partiellement contrebalancée par l'effet de la baisse de volume dans les créneaux d'impression non liés aux services aux détaillants canadiens.

Le résultat net a augmenté de 65,2 millions de dollars, passant de 146,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 211,5 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, expliquée ci-dessus, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 1,89 \$ à 2,73 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 5,9 millions de dollars, soit de 3,0 %, passant de 196,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à

202,2 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel ajusté, expliquée ci-dessus. Par action, le résultat net ajusté est passé de 2,53 \$ à 2,61 \$.

Résultats du quatrième trimestre de 2017

Les revenus sont passés de 555,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 527,2 millions au quatrième trimestre de 2017, représentant une diminution de 28,4 millions de dollars, soit de 5,1 %. En excluant l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2017 en lien avec la stratégie de la Société, ainsi que l'effet défavorable du taux de change, les revenus ont augmenté de 3,3 millions de dollars, soit de 0,6 %. Cette augmentation est surtout attribuable à la contribution des acquisitions, notamment dans la division de l'emballage, et à la hausse de volume dans celle-ci. La contribution de ces facteurs a toutefois été atténuée par la baisse de volume dans les créneaux de la division de l'impression non liés aux services aux détaillants canadiens et la baisse d'activité dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias.

Le résultat opérationnel a augmenté de 22,3 millions de dollars, soit de 27,4 %, passant de 81,3 millions au quatrième trimestre de 2016 à 103,6 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse de la charge de dépréciation d'actifs en raison d'une charge moindre au quatrième trimestre de 2017 au sein des activités d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias, ainsi qu'à la baisse des frais de restructuration en raison de gains reliés à la vente de certaines activités dans ce même secteur et de coûts moindres découlant de la réduction d'effectifs au quatrième trimestre de 2017. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 9,0 millions de dollars, soit de 8,4 %, passant de 107,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 98,4 millions au quatrième trimestre de 2017. En excluant l'effet défavorable de 3,6 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2017 par rapport à la même période en 2016, l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2017 et l'effet défavorable du taux de change, le résultat opérationnel ajusté a seulement diminué de 0,4 million de dollars, soit de 0,4 %. Cette légère diminution est surtout attribuable à la baisse de volume dans les créneaux de la division de l'impression non liés aux services aux détaillants canadiens, atténuée par la contribution des acquisitions et par l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression et dans les activités d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias.

Le résultat net a augmenté de 15,7 millions de dollars, passant de 57,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 73,4 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, expliquée ci-dessus, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 0,75 \$ à 0,94 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a diminué de 8,3 millions de dollars, soit de 10,8 %, passant de 76,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 68,3 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette diminution est attribuable à la baisse du résultat opérationnel ajusté, expliquée ci-dessus. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,99 \$ à 0,88 \$.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 octobre 2017* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Événements postérieurs à la date de clôture

Vente de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario

En novembre et décembre 2017, la Société a procédé à la vente de plusieurs groupes de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec, représentant un total de 34 journaux et propriétés Web s'y rattachant, ainsi qu'un site Web, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir.

Ces ventes de journaux s'inscrivent dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario annoncé par la Société le 18 avril 2017.

Regroupement d'entreprises

Le 31 octobre 2017, la Société a acquis la totalité des actions de Les Industries Flexipak inc. ("Flexipak"), un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec. La Société procédera à l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexipak au cours du prochain exercice.

Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage.

Perspectives 2018

Pour la division de l'impression, nous prévoyons que les revenus provenant de l'ensemble de nos services aux détaillants canadiens demeureront relativement stables au cours de l'exercice 2018 par rapport à la même période en 2017. Nous bénéficierons, au cours des premiers mois de l'exercice financier, de la contribution additionnelle aux termes de l'entente élargie avec Lowe's Canada et nous comptons saisir les occasions d'étendre nos services auprès de nos clients détaillants. Pour tous les autres créneaux d'impression, nous prévoyons que nos revenus continueront d'être touchés par une baisse de volume en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire. De plus, dans le créneau de l'impression de journaux, nous connaissons une baisse de volume en raison de la fin de l'impression de *La Presse* à partir de janvier 2018, ainsi que du journal *The Globe and Mail* dans les Maritimes depuis décembre 2017. Afin de partiellement contrebalancer la baisse de volume, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle, notamment la consolidation de nos activités d'impression de journaux au Québec déjà annoncée.

En ce qui concerne notre division de l'emballage, l'acquisition de Les Industries Flexipak inc., réalisée en octobre 2017, contribuera aux résultats au cours de l'exercice 2018 et nous prévoyons maintenir notre approche disciplinée en matière d'acquisitions. Nous comptons également sur notre force de vente pour poursuivre le développement de notre bassin de clients potentiels et nous nous attendons à ce que d'autres ventes se concrétisent. En raison de la perturbation temporaire de l'approvisionnement en résine causée par l'ouragan qui a touché la côte du Golfe des États-Unis au cours de l'été 2017, le prix de plusieurs résines plastiques a augmenté et pourrait avoir un effet défavorable sur les coûts au cours du premier semestre de 2018.

Pour le secteur des médias, nous prévoyons que le groupe Affaires et Éducation continuera d'afficher une bonne performance en diversifiant ses revenus dans des créneaux qui dépendent peu de la publicité, alors qu'une baisse des revenus publicitaires aura un effet défavorable sur la version imprimée de nos titres spécialisés. De plus, nos revenus du secteur seront touchés en 2018 par la vente de nos actifs médias liés aux journaux locaux et régionaux, mais nous continuerons à ajuster notre structure de coûts en fonction du volume d'activité.

Finalement, au cours de l'exercice 2018, nous prévoyons continuer de générer d'importants flux de trésorerie de nos activités opérationnelles et de maintenir notre excellente situation financière, nous permettant ainsi de poursuivre nos acquisitions pour soutenir notre transformation vers l'emballage.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles une définition complète est présentée dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 octobre 2017* et un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles

peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	29 octobre	31 octobre	29 octobre	31 octobre
	2017	2016	2017	2016
Résultat opérationnel	103,6 \$	81,3 \$	302,0 \$	212,8 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	(7,6)	2,9	(13,6)	17,0
Dépréciation d'actifs	2,4	23,2	4,9	53,6
Résultat opérationnel ajusté	98,4 \$	107,4 \$	293,3 \$	283,4 \$
Amortissement	24,9	26,5	103,4	106,7
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	123,3 \$	133,9 \$	396,7 \$	390,1 \$

Rapprochement du résultat net - Exercice

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Exercice clos le			
	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	211,5 \$	2,73 \$	146,3 \$	1,89 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(12,8)	(0,17)	10,4	0,13
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	3,5	0,05	39,6	0,51
Résultat net ajusté	202,2 \$	2,61 \$	196,3 \$	2,53 \$

Rapprochement du résultat net - Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le			
	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	73,4 \$	0,94 \$	57,7 \$	0,75 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(6,8)	(0,08)	1,7	0,02
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	1,7	0,02	17,2	0,22
Résultat net ajusté	68,3 \$	0,88 \$	76,6 \$	0,99 \$

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Dettes à long terme	348,3 \$	347,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	—	0,2
Trésorerie	(247,1)	(16,7)
Endettement net	101,2 \$	331,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	396,7 \$	390,1 \$
Ratio d'endettement net	0,3 x	0,8 x

Dividende

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 23 janvier 2018 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 4 janvier 2018.

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'exercice financier 2017, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont le 1 647 788-4922 ou 1 877 223-4471. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications d'entreprise de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

TC Transcontinental est le premier imprimeur au Canada et un important fournisseur d'emballages souples en Amérique du Nord. La Société est également un leader dans ses activités de médias spécialisés. TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de la Société auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 6500 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2017. Site www.tc.tc

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs

incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, notamment au Canada et aux États-Unis, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer les acquisitions à ses activités, l'environnement réglementaire, la sécurité de ses produits d'emballage utilisés dans l'industrie de l'alimentation, l'innovation dans son offre et la concentration de ses ventes dans certains segments, la cybersécurité et la protection des données, le recrutement et la rétention du talent dans certains secteurs géographiques, la fiscalité et les taux d'intérêts. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 octobre 2017* ainsi que dans la dernière *Notice annuelle*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 14 décembre 2017.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 14 décembre 2017. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale aux communications d'entreprise
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Shirley Chenny
Conseillère aux relations avec les investisseurs
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-4166
shirley.chenny@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'aider le lecteur à mieux comprendre les activités, la stratégie de développement et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc., notre façon de gérer les risques, ainsi que d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 29 octobre 2017. Il devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés annuels et les notes afférentes inclus dans le présent rapport. De l'information additionnelle relative à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens.

De plus, dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une définition complète est présentée ci-dessous et pour lesquelles un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté dans le tableau #2, à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » et à la note 3, « Information sectorielle », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 29 octobre 2017. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Termes utilisés	Définitions
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs
Marge du résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel ajusté divisé par les revenus
Impôts sur le résultat ajusté	Impôts sur le résultat excluant les impôts portant sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et des impôts sur la dépréciation d'actifs
Résultat net ajusté	Résultat net, excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts sur le résultat y afférents
Endettement net	Somme de la dette à long terme et de la portion courante de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois

Finalement, afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 ainsi que dans la notice annuelle.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 14 décembre 2017.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 14 décembre 2017. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

TC Transcontinental est le premier imprimeur au Canada et un important fournisseur d'emballages souples en Amérique du Nord. La Société est également un leader dans ses activités de médias spécialisés. TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de la Société auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 6500 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2017. Site www.tc.tc

Le secteur de l'impression et de l'emballage

Premier imprimeur au Canada et l'un des plus importants en Amérique du Nord, TC Imprimeries Transcontinental compte plus de 4500 employés et dispose d'un réseau de 18 usines à la fine pointe de la technologie. La division propose une offre de services intégrée pour les détaillants, incluant l'impression de circulaires et de produits marketing sur le lieu de vente, les services de prémédia et la distribution de porte en porte par l'entremise du Publisac au Québec, et de Targeo, un service pancanadien de courtage en distribution. TC Imprimeries Transcontinental offre aussi une gamme de solutions d'impression novatrices en matière de journaux, de magazines, de livres en couleurs et de produits marketing personnalisés et de masse.

TC Emballages Transcontinental, qui compte près de 900 employés aux États-Unis et au Canada, est un important fournisseur d'emballages souples en Amérique du Nord. Sa plateforme, qui s'étend d'un océan à l'autre, comprend un atelier de prémédia et six usines de production qui se spécialisent dans l'impression flexographique, le laminage de films plastiques ainsi que la transformation, incluant les sacs et les sachets. La division offre une gamme de solutions innovantes pour des industries variées, notamment pour les marchés des produits laitiers, du café, de la nourriture pour animaux, de la boulangerie, des collations et de la confiserie, des produits frais aux comptoirs en supermarché, des aliments congelés et des cigares.

Le secteur des médias

TC Media, qui emploie plus de 600 personnes, est un leader dans ses activités de médias spécialisés au Canada, avec des marques phares pour les milieux des affaires, de la finance et de la construction, incluant un volet événementiel. TC Media se positionne également comme le plus important éditeur d'ouvrages pédagogiques de langue française au Canada. Par ailleurs, TC Media publie des journaux locaux et régionaux multiplateformes au Québec et en Ontario.

STRATÉGIE

La stratégie de croissance de TC Transcontinental repose sur quatre principes fondamentaux :

1. Être le chef de file dans les marchés desservis;
2. Établir un avantage concurrentiel;
3. Fidéliser les clients;
4. Maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions et de gestion financière.

Au fil des ans, la Société a ainsi développé de solides compétences dans le domaine manufacturier ainsi que dans le domaine de la création, de l'organisation et de la distribution de contenus imprimés et numériques. Sur ces bases, elle tisse chaque jour des relations d'affaires durables, et ce, plus particulièrement avec les grands détaillants canadiens. Près de la moitié du chiffre d'affaires de l'entreprise provient de notre offre de services aux détaillants.

Dynamique du marché

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a eu des effets profonds sur l'industrie de l'impression et de l'édition dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent néanmoins une composante clé du mix marketing choisie par les spécialistes du marketing, mais leur croissance est limitée en raison de l'importance grandissante des nouveaux médias et des nouvelles plateformes de communication comme les appareils mobiles et canaux numériques. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies efficaces afin d'abaisser leurs coûts de production, qui offrent un réseau national à proximité de leurs clients, et qui peuvent leur proposer une gamme complète de solutions intégrées.

Axes de croissance

Depuis toujours, TC Transcontinental vise la croissance en créant des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible, ainsi qu'en ayant recours à des acquisitions stratégiques. Être à l'écoute des besoins de ses clients et les accompagner dans leur développement sont les principaux facteurs de sa réussite. La Société entend ainsi poursuivre dans cette voie par l'entremise d'un plan de développement qui vise à maintenir et à renforcer sa position de chef de file dans ses activités d'exploitation reconnues, et à ériger un axe de croissance fort dans l'industrie de l'emballage en misant sur ses compétences, notamment son savoir-faire manufacturier.

Le plan de la Société se décline en trois objectifs :

Maximiser la plateforme d'impression

TC Transcontinental met à profit sa division de l'impression en maximisant l'utilisation de sa plateforme manufacturière à la fine pointe de la technologie afin de générer de l'efficacité pour la Société et ses clients, ainsi qu'en exploitant des créneaux spécifiques, comme l'impression de circulaires pour les détaillants.

Faire croître la division de l'emballage

TC Transcontinental veille à diversifier son offre traditionnelle d'impression en se taillant une place significative dans l'emballage souple. Ainsi, elle entend augmenter ses parts de marché, tant par des acquisitions que de la croissance interne, principalement en étant présente dans les créneaux d'emballages destinés à l'industrie de l'alimentation.

Renforcer l'offre média

TC Transcontinental poursuit la diversification de son offre média en misant davantage sur des produits et services nichés attirant un nombre croissant de publics au profit de ses clients et annonceurs. De plus, elle développe des sources de revenus moins liés à la publicité dans les créneaux d'information d'affaires, de la finance et de la construction, ainsi que dans les contenus éducationnels.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2017

Tableau #1 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2017	2016	Variation en \$	Variation en %
Revenus	2 007,2 \$	2 019,5 \$	(12,3) \$	(0,6) %
Résultat opérationnel	302,0	212,8	89,2	41,9
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	293,3	283,4	9,9	3,5
Résultat net	211,5	146,3	65,2	44,6
Résultat net par action	2,73	1,89	0,84	44,4
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	202,2	196,3	5,9	3,0
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	2,61	2,53	0,08	3,2

(1) Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

- Les revenus ont diminué de 12,3 millions de dollars, soit de 0,6 %.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 89,2 millions de dollars, passant de 212,8 millions de dollars à 302,0 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, a augmenté de 9,9 millions de dollars, passant de 283,4 millions de dollars à 293,3 millions, soit de 3,5 %.
- Le résultat net a augmenté de 65,2 millions de dollars, passant de 146,3 millions de dollars à 211,5 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 5,9 millions de dollars, passant de 196,3 millions de dollars à 202,2 millions, soit de 3,0 %.
- Le 3 mars 2017, la Société a annoncé la conclusion d'une entente élargie avec Lowe's Canada qui comprend le renouvellement de l'entente avec RONA et l'ajout de l'impression des circulaires de Lowe's au Canada. Cette entente représente des revenus de 200 millions de dollars sur cinq ans et comprend tous les services aux détaillants pour l'ensemble des bannières de Lowe's et de RONA au pays.
- Le 12 avril 2017, la Société a vendu ses actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et a annoncé, le 18 avril 2017, la mise en place d'un processus visant la vente de ses journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario. En date du 14 décembre 2017, près de 60 % de ces journaux ont été vendus.
- Le 31 octobre, subséquemment à la fin de l'exercice, la Société a acquis la société Les Industries Flexipak inc., un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles un rapprochement est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Tableau #2 :

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	29 octobre	31 octobre	29 octobre	31 octobre
	2017	2016	2017	2016
Résultat opérationnel	103,6 \$	81,3 \$	302,0 \$	212,8 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	(7,6)	2,9	(13,6)	17,0
Dépréciation d'actifs	2,4	23,2	4,9	53,6
Résultat opérationnel ajusté	98,4 \$	107,4 \$	293,3 \$	283,4 \$
Amortissement	24,9	26,5	103,4	106,7
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	123,3 \$	133,9 \$	396,7 \$	390,1 \$

Rapprochement du résultat net - Exercice

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Exercice clos le			
	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	211,5 \$	2,73 \$	146,3 \$	1,89 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(12,8)	(0,17)	10,4	0,13
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	3,5	0,05	39,6	0,51
Résultat net ajusté	202,2 \$	2,61 \$	196,3 \$	2,53 \$

Rapprochement du résultat net - Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le			
	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	73,4 \$	0,94 \$	57,7 \$	0,75 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(6,8)	(0,08)	1,7	0,02
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	1,7	0,02	17,2	0,22
Résultat net ajusté	68,3 \$	0,88 \$	76,6 \$	0,99 \$

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Dette à long terme	348,3 \$	347,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	—	0,2
Trésorerie	(247,1)	(16,7)
Endettement net	101,2 \$	331,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	396,7 \$	390,1 \$
Ratio d'endettement net	0,3 x	0,8 x

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - EXERCICE

Revenus

Les revenus ont diminué de 12,3 millions de dollars, soit de 0,6 %, passant de 2 019,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 2 007,2 millions pour la même période en 2017. Cette diminution est principalement attribuable à l'effet des cessions et fermetures et à la décroissance interne des revenus dans certains créneaux de la division de l'impression et dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions et par l'effet favorable du taux de change. Une analyse plus approfondie des revenus est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - exercice ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont diminué de 18,9 millions de dollars, soit de 1,2 % au cours de l'exercice 2017 comparativement à la même période en 2016. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a augmenté de 16,7 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au cours de ces mêmes périodes, les charges opérationnelles ont diminué de 35,6 millions de dollars, soit de 2,2 %. La baisse des charges opérationnelles est surtout attribuable à l'effet des cessions et fermetures et de l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) ont diminué de 30,6 millions de dollars, passant d'une charge de 17,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à un gain de 13,6 millions pour la même période en 2017. L'effet favorable est surtout attribuable à des gains liés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des coûts moindres découlant de la réduction d'effectifs.

La charge de dépréciation d'actifs a diminué de 48,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2017 comparativement à la même période en 2016. Une charge de 4,9 millions de dollars a été enregistrée relativement à des immobilisations incorporelles au sein des activités d'édition de journaux et à du matériel de production en 2017, comparativement à une charge de 53,6 millions de dollars en 2016 surtout reliée aux immobilisations incorporelles des journaux quotidiens et hebdomadaires à l'extérieur du Québec.

L'amortissement a diminué de 3,3 millions de dollars, passant de 106,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 103,4 millions pour la même période en 2017 principalement en raison de l'effet d'actifs complètement amortis dans la division de l'impression et de l'effet des cessions d'actifs médias, partiellement contrebalancés par l'effet des acquisitions réalisées.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 89,2 millions de dollars, passant de 212,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 302,0 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse des frais de restructuration et de la charge de dépréciation d'actifs. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 9,9 millions de dollars, soit de 3,5 %, passant de 283,4 millions de dollars à 293,3 millions. De plus, en excluant l'effet défavorable de 16,7 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2017 par rapport à la même période en 2016, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 26,6 millions de dollars, soit de 9,4 %. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - exercice ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 1,8 million de dollars, passant de 15,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 17,7 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies et à une baisse des gains nets de change, partiellement contrebalancée par une hausse des revenus d'intérêt.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 22,0 millions de dollars, passant de 51,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 73,1 millions pour la même période en 2017. En excluant l'impôt sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 71,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2016, soit un taux d'imposition effectif de 26,8 %, comparativement à 73,7 millions de dollars pour la même période en 2017, ou un taux d'imposition effectif de 26,7 %.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 65,2 millions de dollars, passant de 146,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 211,5 millions pour la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 1,89 \$ à 2,73 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 5,9 millions de dollars, soit de 3,0 %, passant de 196,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 202,2 millions pour la même période en 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 2,53 \$ à 2,61 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

Revenus

Les revenus ont diminué de 28,4 millions de dollars, soit de 5,1 %, passant de 555,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 527,2 millions pour la même période en 2017. Cette diminution est principalement attribuable à l'effet des cessions et fermetures, à la décroissance interne des revenus dans certains créneaux de la division de l'impression, à l'effet défavorable du taux de change et à la baisse d'activités dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario dans le secteur des médias, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions. Une analyse plus approfondie des revenus est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - quatrième trimestre ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont diminué de 17,8 millions de dollars, soit de 4,2 % au quatrième trimestre de 2017 comparativement à la même période en 2016. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions qui a augmenté de 3,6 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016, les charges opérationnelles ont diminué de 21,4 millions de dollars, soit de 5,1 %. La baisse des charges opérationnelles est surtout attribuable à l'effet des cessions et fermetures et à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société, partiellement contrebalancée par la contribution des acquisitions.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) ont diminué de 10,5 millions de dollars, passant d'une charge de 2,9 millions au quatrième trimestre de 2016 à un gain de 7,6 millions au quatrième trimestre de 2017. L'effet favorable est surtout attribuable à des gains reliés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des coûts moindres découlant de la réduction d'effectifs au quatrième trimestre de 2017. De plus, aucune charge reliée aux contrats déficitaires n'a été enregistrée au quatrième trimestre de 2017 comparativement à 0,3 million de dollars au quatrième trimestre de 2016.

La charge de dépréciation d'actifs a diminué de 20,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 comparativement à la même période en 2016. Une charge de 2,4 millions de dollars a été enregistrée relativement à du matériel de production et à des immobilisations incorporelles au sein des activités d'édition de journaux dans le secteur des médias pour la période en 2017, comparativement à une charge de 23,2 millions pour le secteur au quatrième trimestre de 2016.

L'amortissement a diminué de 1,6 million de dollars, passant de 26,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 24,9 millions au quatrième trimestre de 2017 surtout en raison de l'effet d'actifs complètement amortis dans la division de l'impression.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 22,3 millions de dollars, passant de 81,3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 103,6 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse de la charge de dépréciation d'actifs et des charges opérationnelles. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 9,0 millions de dollars, soit de 8,4 %, passant de 107,4 millions de dollars à 98,4 millions. En excluant l'effet défavorable de 3,6 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2017 par rapport à la même période en 2016, le résultat opérationnel ajusté a diminué de 5,4 millions de dollars, soit de 5,0 %. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - quatrième trimestre ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 0,4 million de dollars, passant de 3,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 4,3 millions au quatrième trimestre de 2017, principalement en raison de pertes nettes de change au quatrième trimestre de 2017 comparativement à des gains nets de change au quatrième trimestre de 2016. La hausse est également attribuable à des intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies plus élevés au quatrième trimestre de 2017, partiellement contrebalancée par des revenus d'intérêt pour la même période en 2017.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 6,4 millions de dollars, passant de 19,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 26,2 millions au quatrième trimestre de 2017. En excluant l'impôt sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 27,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016, soit un taux d'imposition effectif de 26,2 %, comparativement à 26,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, ou un taux d'imposition effectif de 27,7 %. Cette hausse du taux d'imposition effectif est surtout attribuable à la répartition géographique du résultat avant impôts.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 15,7 millions de dollars, passant de 57,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 73,4 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 0,75 \$ à 0,94 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a diminué de 8,3 millions de dollars, soit de 10,8 %, passant de 76,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 68,3 millions au quatrième trimestre de 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,99 \$ à 0,88 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2016	1 754,6 \$	312,3 \$	(47,4) \$	2 019,5 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	77,6	(60,8)	—	16,8
Activités existantes				
Taux de change	2,7	—	—	2,7
Croissance interne (décroissance)	(25,7)	(19,2)	13,1	(31,8)
Revenus - Exercice clos le 29 octobre 2017	1 809,2 \$	232,3 \$	(34,3) \$	2 007,2 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Exercice clos le 31 octobre 2016	303,5 \$	5,1 \$	(25,2) \$	283,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	7,7	1,1	—	8,8
Activités existantes				
Taux de change	5,1	—	—	5,1
Croissance interne (décroissance)	1,1	7,2	(12,3)	(4,0)
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Exercice clos le 29 octobre 2017	317,4 \$	13,4 \$	(37,5) \$	293,3 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus, ainsi que la note 3 « Information sectorielle » des états financiers consolidés annuels.

Note : Retraitement de données relatives aux lignes taux de change et croissance interne pour les neuf premiers mois de 2017.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 54,6 millions de dollars, soit de 3,1 %, passant de 1 754,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 1 809,2 millions pour la même période de 2017. Cette hausse est attribuable à la contribution de nos acquisitions dans la division de l'emballage et à l'effet favorable du taux de change, partiellement contrebalancée par la décroissance interne des revenus. Cette décroissance interne des revenus est attribuable à la baisse du volume d'impression commerciale touché par la réduction des dépenses publicitaires et par l'effet de la fin de l'entente non récurrente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada en 2016, ainsi qu'à la baisse de volume dans les créneaux d'impression de magazines et de journaux compte tenu de la réduction du tirage et de la diminution du nombre de pages imprimées. Cependant, l'augmentation de volume dans la division de l'emballage, la hausse de la demande pour l'ensemble de nos services aux détaillants canadiens, ainsi que le volume additionnel provenant de notre entente d'impression avec le *Toronto Star* ont atténué la décroissance interne des revenus.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 13,9 millions de dollars, soit de 4,6 %, passant de 303,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 317,4 millions pour la même période de 2017. Cette hausse est attribuable à l'apport des acquisitions dans la division de l'emballage, à l'effet favorable du taux de change et à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression, qui ont plus que contrebalancé la décroissance interne des revenus susmentionnée. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur s'est améliorée, passant de 17,3 % au cours de l'exercice 2016 à 17,5 % pour la même période de 2017.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 80,0 millions de dollars, soit de 25,6 %, passant de 312,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 232,3 millions pour la même période de 2017. Cette baisse est principalement attribuable à l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec, ainsi que de certains produits de notre offre de solutions de marketing interactif, partiellement contrebalancée par la contribution de notre acquisition de marques spécialisées en finance. Par ailleurs, la baisse de revenus est également attribuable à la décroissance interne des revenus. Cette décroissance est liée à une baisse d'activité dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario en raison de la réduction des revenus publicitaires, et à l'effet de notre initiative, mise en œuvre à la fin de l'année financière 2016, visant la diminution de la fréquence de parution de certains de nos titres dans le créneau Affaires, partiellement contrebalancée par la hausse des revenus dans nos activités d'édition de livres pédagogiques.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 8,3 millions de dollars, passant de 5,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 13,4 millions pour la même période de 2017. Cette hausse est attribuable à la contribution de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux, à l'apport de notre acquisition de marques spécialisées en finance, à l'effet de notre retrait stratégique de notre offre de solutions de marketing interactif et à la croissance interne des revenus dans nos activités d'édition de livres pédagogiques, partiellement contrebalancée par l'effet de la vente de journaux.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -47,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à -34,3 millions pour la même période de 2017. Cette variation est surtout attribuable aux cessions et fermetures de nos journaux de notre secteur des médias que nous imprimions. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 12,3 millions de dollars, passant de -25,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à -37,5 millions pour la même période de 2017. Cette diminution est attribuable à la hausse de 16,7 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours de l'exercice 2017 par rapport à la même période en 2016 qui a plus que contrebalancé la réduction de coûts au siège social.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2016	484,6 \$	82,1 \$	(11,1) \$	555,6 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	9,5	(23,0)	—	(13,5)
Activités existantes				
Taux de change	(5,1)	—	—	(5,1)
Croissance interne (décroissance)	(9,7)	(5,0)	4,9	(9,8)
Revenus - Quatrième trimestre de 2017	479,3 \$	54,1 \$	(6,2) \$	527,2 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2016	102,7 \$	10,5 \$	(5,8) \$	107,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	1,6	(0,8)	—	0,8
Activités existantes				
Taux de change	(3,1)	—	—	(3,1)
Croissance interne (décroissance)	(4,1)	0,7	(3,3)	(6,7)
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2017	97,1 \$	10,4 \$	(9,1) \$	98,4 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont diminué de 5,3 millions de dollars, soit de 1,1 %, passant de 484,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 479,3 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est attribuable à la décroissance interne des revenus dans les créneaux de notre division de l'impression non liés à nos services aux détaillants canadiens et à l'effet défavorable du taux de change. Toutefois, la décroissance interne des revenus est atténuée par l'augmentation du volume dans la division de l'emballage, ainsi que par la contribution de notre acquisition de Flexstar Packaging.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 5,6 millions de dollars, soit de 5,5 %, passant de 102,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 97,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est attribuable à la décroissance interne des revenus susmentionnée et à l'effet défavorable du taux de change. Toutefois, l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression et la contribution de notre acquisition dans la division de l'emballage ont atténué la baisse. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est passée de 21,2 % au quatrième trimestre de 2016 à 20,3 % au quatrième trimestre de 2017.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 28,0 millions de dollars, soit de 34,1 %, passant de 82,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 54,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est principalement attribuable à l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec, ainsi que de certains produits de notre offre de solutions de marketing interactif, partiellement contrebalancée par la contribution de notre acquisition de marques spécialisées en finance. Par ailleurs, la baisse de revenus est également attribuable à la décroissance interne des revenus. Cette décroissance est liée à une baisse d'activité dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario en raison de la réduction des revenus publicitaires, et à l'effet de notre initiative, mise en œuvre à la fin de l'année financière 2016, visant la diminution de la fréquence de parution de certains de nos titres dans le créneau Affaires, partiellement contrebalancée par la hausse des revenus dans nos activités d'édition de livres pédagogiques.

Le résultat opérationnel ajusté est demeuré relativement stable, passant de 10,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à 10,4 millions au quatrième trimestre de 2017. L'effet défavorable de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec a été contrebalancé par la contribution de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux, par notre acquisition de marques spécialisées en finance et par l'effet de notre retrait stratégique de notre offre de solutions de marketing interactif.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -11,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à -6,2 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette variation est surtout attribuable aux cessions et fermetures de journaux de notre secteur des médias que nous imprimions. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 3,3 millions de dollars, passant de -5,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à -9,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette diminution est attribuable à la hausse de 3,6 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Le tableau #5 présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ainsi que certaines données financières qui ne sont pas définies par les IFRS pour chacun des huit derniers trimestres.

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2017				2016			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	527,2 \$	477,7 \$	498,7 \$	503,6 \$	555,6 \$	467,8 \$	497,2 \$	498,9 \$
Résultat opérationnel avant amortissement	128,5	93,7	94,2	89,0	107,8	90,1	43,2	78,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	123,3	95,4	90,1	87,9	133,9	89,2	83,1	83,9
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	23,4 %	20,0 %	18,1 %	17,5 %	24,1 %	19,1 %	16,7 %	16,8 %
Résultat opérationnel	103,6	68,2	67,8	62,4	81,3	63,6	16,3	51,6
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	98,4	69,9	63,7	61,3	107,4	62,7	56,2	57,1
Marge du résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	18,7 %	14,6 %	12,8 %	12,2 %	19,3 %	13,4 %	11,3 %	11,4 %
Résultat net	73,4 \$	49,0 \$	46,4 \$	42,7 \$	57,7 \$	45,9 \$	5,4 \$	37,3 \$
Résultat net par action	0,94	0,64	0,60	0,55	0,75	0,59	0,07	0,48
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	68,3	50,1	42,5	41,3	76,6	44,1	34,2	41,4
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,88	0,65	0,55	0,53	0,99	0,57	0,44	0,53
En % de l'exercice	34 %	25 %	21 %	20 %	39 %	23 %	17 %	21 %

⁽¹⁾ Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

La variabilité des données financières des périodes intermédiaires est influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- l'incidence des acquisitions, cessions et fermetures réalisées dans le cadre de notre transformation;
- l'effet du taux de change;

- l'incidence de la variation du prix de l'action sur la charge reliée à la rémunération à base d'actions;
- l'incidence des éléments d'ajustement présentés au tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ».

En excluant l'incidence des éléments ci-dessus mentionnés, nous constatons une légère baisse de nos revenus consolidés. Cette baisse résulte principalement d'une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés, ayant ainsi un effet négatif sur le tirage ou le nombre de pages de certaines publications imprimées. La réduction des dépenses publicitaires découle de l'incidence des nouveaux médias et de la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte. Toutefois, cette tendance a été atténuée par la hausse des revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens, notamment la circulaire imprimée. De nombreux détaillants considèrent encore la circulaire imprimée comme l'outil de marketing de choix pour générer de l'achalandage en magasin. De plus, étant donné le caractère saisonnier des activités d'impression, nous constatons un volume plus élevé au quatrième trimestre.

En ce qui a trait aux données financières relatives à la rentabilité, la tendance haussière de celles-ci s'explique par de nombreuses mesures d'efficacité opérationnelle et de rationalisation qui ont été mises en œuvre au cours des dernières années dans le cadre de notre transformation.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

(non auditées)

Tableau #6 :

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	29 octobre 2017	31 octobre 2016	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Activités opérationnelles				
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	126,3 \$	135,6 \$	410,9 \$	396,0 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	0,5	(59,4)	(31,0)	(48,3)
Impôts sur le résultat payés	(15,4)	(15,4)	(55,8)	(74,4)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	111,4 \$	60,8 \$	324,1 \$	273,3 \$
Activités d'investissement				
Regroupements d'entreprises	— \$	(40,0) \$	(15,9) \$	(86,3) \$
Cessions d'entreprises	9,3	1,6	33,7	4,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8,7)	(11,6)	(33,2)	(58,5)
Cessions d'immobilisations corporelles	0,1	0,3	7,1	7,1
Augmentation des immobilisations incorporelles	(1,7)	(2,4)	(15,6)	(18,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1,0) \$	(52,1) \$	(23,9) \$	(151,7) \$
Activités de financement				
Remboursement de la dette à long terme	— \$	(4,6) \$	(0,2) \$	(34,4) \$
Diminution nette de la facilité de crédit	—	—	—	(24,0)
Frais financiers de la dette à long terme	(2,8)	(2,8)	(16,2)	(16,2)
Intérêts reçus liés à des cotisations fiscales antérieures	—	—	—	7,9
Levée d'options d'achat d'actions	2,3	—	7,6	0,4
Dividendes	(15,6)	(14,3)	(60,9)	(56,2)
Rachat d'actions	—	(6,2)	—	(21,5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(16,1) \$	(27,9) \$	(69,7) \$	(144,0) \$
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	— \$	0,9 \$	(0,1) \$	0,5 \$
Variation nette de la trésorerie	94,3 \$	(18,3) \$	230,4 \$	(21,9) \$
Situation financière				
Endettement net ⁽¹⁾			Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
			101,2 \$	331,4 \$
Ratio d'endettement net ⁽¹⁾			0,3 x	0,8 x
Cote de crédit				
DBRS			BBB (bas)	BBB (bas)
Perspectives			Stables	Stables
Standard and Poor's			BBB-	BBB-
Perspectives			Stables	Stables
États consolidés de la situation financière				
Actif courant			Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
			780,2 \$	559,9 \$
Passif courant			365,3	384,9
Actif total			2 136,7	2 062,2
Passif total			918,0	993,5

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL - EXERCICE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté, passant de 273,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à 324,1 millions pour la même période de 2017. Cette hausse s'explique par une hausse des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés, par un déboursé moindre d'impôts sur le résultat payés en 2017, ainsi que par le décalage défavorable attribuable à l'encaissement de quelques comptes débiteurs importants en 2016.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un déboursé de 151,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à un déboursé de 23,9 millions pour la même période de 2017. Cette baisse est surtout attribuable à nos acquisitions dans la division de l'emballage et à des investissements plus élevés en immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2016, partiellement contrebalancée surtout par un encaissement plus élevé lié à la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de plusieurs journaux locaux et régionaux au Québec au cours de l'exercice 2017.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 144,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2016 à un déboursé de 69,7 millions pour la même période de 2017. Cette baisse est surtout attribuable à des déboursés relatifs au remboursement d'instruments d'emprunts et au rachat d'actions au cours de l'exercice 2016.

Instruments d'emprunt

L'endettement net est passé de 331,4 millions de dollars au 31 octobre 2016 à 101,2 millions au 29 octobre 2017 en raison de nos flux de trésorerie excédentaires provenant des opérations, ainsi que de la baisse de nos déboursés liés à nos activités d'investissement et de financement. Par conséquent, notre ratio d'endettement net s'établit à 0,3x au 29 octobre 2017 comparativement à 0,8x au 31 octobre 2016.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau #7 :

Type de contrat (en millions de dollars)	2018	2019	2020	2021	2022 et suivantes	Total
Dette à long terme	— \$	300,0 \$	50,0 \$	— \$	— \$	350,0 \$
Contrats de location de locaux et autres engagements	30,8	21,6	18,9	17,2	33,7	122,2
Créditeurs et charges à payer	304,7	—	—	—	—	304,7
Obligations totales	335,5 \$	321,6 \$	68,9 \$	17,2 \$	33,7 \$	776,9 \$

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 4,9 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice se terminant le 28 octobre 2018, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Capital social

Tableau #8 :

Actions émises et en circulation	Au 29 octobre 2017	Au 30 novembre 2017
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63 567 144	63 567 644
Catégorie B (droit de vote multiple)	13 985 526	13 985 026

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par

la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B.

En décembre 2016, la Société a été autorisée par la Bourse de Toronto à modifier son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités (le « programme de rachat ») afin d'augmenter le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne catégorie A qu'il lui est permis de racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, soit de 1 000 000 d'actions à droit de vote subalterne catégorie A, à 2 000 000 d'actions à droit de vote subalterne catégorie A. Les autres modalités du programme de rachat demeurent inchangées, notamment le rachat jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B. Dans le cadre de ce programme de rachat, la Société a racheté 701 590 actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,42 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 12,2 millions de dollars, dont 2663 actions ont été rachetées au cours de l'exercice 2017 à un prix moyen pondéré de 17,48 \$ pour une contrepartie totale en espèces négligeable.

Ce programme de rachat a été renouvelé pour un an, à compter du 17 avril 2017, permettant ainsi le rachat sur le marché libre à hauteur de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et à hauteur de 442 349 de ses actions catégorie B. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de ce programme de rachat.

Au cours de l'exercice 2017, certains dirigeants de la Société ont exercé leurs options d'achat d'actions, ce qui a entraîné une augmentation du capital social de 594 262 actions à droit de vote subalterne catégorie A.

La variation des actions catégorie B au cours de l'exercice 2017 s'explique par la conversion de 89 100 de ces dernières en actions à droit de vote subalterne catégorie A.

ANALYSE DES LIQUIDITÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté, passant de 60,8 millions au quatrième trimestre de 2016 à 111,4 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette hausse s'explique surtout par le décalage défavorable attribuable à l'encaissement de quelques comptes débiteurs importants au quatrième trimestre de 2016 et par la hausse de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours du quatrième trimestre de 2017 par rapport à la même période en 2016.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un déboursé de 52,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à un déboursé de 1,0 million au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est surtout attribuable à l'acquisition de Flexstar Packaging au quatrième trimestre de 2016 et à la vente de journaux locaux et régionaux au Québec au quatrième trimestre de 2017.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 27,9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 à un déboursé de 16,1 millions au quatrième trimestre de 2017. Cette baisse est surtout attribuable au rachat d'actions et à des déboursés relatifs au remboursement d'instruments d'emprunts au quatrième trimestre de 2016.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La direction de la Société effectue des estimations et formule des hypothèses qui influencent les montants présentés dans les états financiers consolidés. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicable. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés à la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 29 octobre 2017.

MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

La Société a adopté les modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles » le 1^{er} novembre 2016. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels pour de plus amples informations.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

La Société est en train d'évaluer l'étendue de l'incidence du changement des normes suivantes sur ses états financiers consolidés :

- IFRS 9 « Instruments financiers »
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »

La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption des changements aux normes comptables énumérés ci-dessous. L'évaluation de l'effet sur nos états financiers consolidés de ces nouvelles ou de ces changements de normes est toujours en cours.

- IFRS 16 « Contrats de location »
- Modifications à l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie »
- Modifications à l'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »

Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels pour de plus amples informations.

RISQUES ET INCERTITUDES

La gestion des risques auxquels la Société est exposée dans le cours normal de ses activités joue un rôle prépondérant dans le cadre des décisions prises par la direction en ce qui a trait aux acquisitions, aux investissements de capitaux, aux dispositions d'actifs, au regroupement d'usines et aux efforts de synergies entre ses segments d'activités ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les décisions touchant les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie.

En plus du réexamen périodique des risques actuels et de l'efficacité des mesures de contrôle et de prévention déjà implantées, la direction évalue également de nouveaux facteurs de risque. Elle détermine la probabilité que ceux-ci se matérialisent et leurs impacts potentiels, et s'assure de mettre en œuvre des stratégies et processus pour gérer de façon proactive ces nouveaux risques. Un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée et nos mesures d'atténuation sont décrits ci-après. Ces risques et incertitudes sont d'ordre stratégiques, opérationnels ou financiers et sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur nos opérations, nos résultats financiers, notre situation financière, nos flux de trésorerie ou encore notre réputation. Nous prévenons le lecteur que la liste ci-après n'est pas exhaustive et que les risques et incertitudes ne sont pas présentés dans un ordre particulier.

Changements aux derniers risques publiés

Dans le contexte de notre stratégie d'affaires visant la transformation de la Société, nous avons vendu nos actifs médias en Saskatchewan en 2016 et nos propriétés médias de l'Atlantique en avril 2017. Nous avons poursuivi notre stratégie de retrait du créneau de l'édition de journaux locaux et régionaux au cours de l'exercice financier 2017, en mettant en place un processus de vente de nos 93 journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario. Par conséquent, toutes références aux risques touchant cette activité d'édition ont été enlevées. Toutefois, nos activités d'impression qui y sont rattachées demeurent exposées au risque lié à la publicité numérique décrit ci-après.

Risques stratégiques

La circulaire imprimée - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande des services liés aux détaillants

Au cours des dernières années, certains détaillants canadiens ont expérimenté les circulaires interactives, les campagnes numériques et les programmes de loyauté. L'effet de ces initiatives sur nos activités d'impression de circulaires et nos services de prémédia et de distribution a été minime jusqu'à présent, car la circulaire imprimée demeure un véhicule marketing de choix pour les détaillants afin de générer de l'achalandage en magasin. Cependant, un changement majeur dans les habitudes des consommateurs, notamment le recours au commerce électronique pour l'achat de biens de consommation courante, pourrait entraîner une baisse significative du nombre de pages ou de la fréquence des circulaires imprimées par la Société. Une telle baisse pourrait avoir un effet défavorable sur nos résultats financiers. Afin de mitiger ce risque, nous demeurons à l'affût des tendances quant aux comportements des consommateurs, ainsi que des investissements prévus par les détaillants en matière de développement d'une plateforme de commerce électronique. De plus, nous continuons à développer et à bonifier notre offre aux détaillants et nous poursuivons continuellement la mise en œuvre de mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle, notamment en maximisant l'utilisation de nos équipements les plus performants.

Publicité numérique - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande de nos autres produits imprimés

Les plateformes numériques sont devenues des incontournables pour joindre les consommateurs et les annonceurs ont à leur disposition une plus grande variété de canaux où investir leurs budgets publicitaires. Une baisse de la part relative des produits imprimés dans le budget publicitaire total et un recul du lectorat au profit du numérique pourrait entraîner une diminution de la demande pour les produits imprimés. Cette diminution de la demande pourrait avoir un effet défavorable notamment sur les résultats financiers de nos activités d'impression de journaux, de magazines et de produits commerciaux. Afin de mitiger ce risque, nous visons constamment à optimiser notre plateforme en fonction du rythme de décroissance du volume d'impression.

Concurrence au sein de l'industrie de l'impression - L'augmentation de la concurrence étrangère dans le marché canadien

La concurrence porte sur le prix, la qualité des produits et services, les délais, ainsi que sur l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société œuvre sont fortement concurrentiels, sans compter que la présence de concurrents américains pourrait s'accroître, notamment, en raison de leur capacité excédentaire. Une augmentation de la concurrence étrangère dans le marché canadien pourrait avoir un effet défavorable sur nos parts de marchés et résultats financiers. Pour réduire ce risque et demeurer concurrentielle, la Société poursuit continuellement la mise en œuvre de mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle, notamment en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, la Société travaille de façon continue à sécuriser ses relations avec ses clients par l'entremise de contrats à long terme et à améliorer la qualité de ses produits.

Acquisitions - Notre capacité d'identifier adéquatement les opportunités et de compléter des acquisitions dans l'emballage

Notre stratégie de croissance dans l'emballage repose principalement sur notre capacité à compléter des acquisitions et sur la croissance interne des activités existantes. Nous devons être en mesure de cibler des opportunités intéressantes, à une valeur raisonnable, et de concurrencer avec des sociétés financières privées et d'autres compagnies qui opèrent dans l'industrie de l'emballage et qui sont actives en matière d'acquisitions. L'inaptitude à identifier adéquatement les opportunités et à compléter des acquisitions pourrait avoir un effet défavorable sur le développement de notre axe de croissance. Afin d'atténuer ce risque, la Société compte sur une équipe expérimentée et dédiée au développement d'opportunités qui, par ailleurs, est grandement soutenue par la haute direction.

Croissance interne à long terme - Notre capacité de générer une croissance interne dans notre division de l'emballage

Le long cycle de vente qui caractérise certains verticaux représente un défi important à notre capacité de générer rapidement une croissance interne au sein de notre division de l'emballage. Ceci pourrait avoir un effet défavorable sur notre capacité d'accroître rapidement la taille de cette division afin de compenser la décroissance potentielle au sein de nos activités d'impression. Pour mitiger ce risque, la Société a investi dans sa force de vente nord-américaine. Celle-ci veille au développement des affaires avec nos clients actuels et à l'accroissement de notre bassin de clients potentiels. Nous avons également recruté des talents en marketing, en matière de technologie liée à l'emballage et des ressources expérimentées dans différents verticaux.

Concurrence au sein de l'industrie de l'emballage - Le niveau d'expertise et de ressources plus importantes à la disposition de grandes entreprises, dont les opérations sont intégrées, pour le développement de produits

L'industrie de l'emballage est très compétitive. Certains de nos concurrents disposent d'une expérience et d'un savoir-faire technique plus vaste, d'importantes installations de production, d'une force de vente plus importante et d'autres ressources dédiées au développement de produits, notamment au chapitre des formats et des types d'emballages. Par ailleurs, notre capacité d'évoluer avec les changements technologiques et d'effectuer des investissements appropriés en recherche et développement pourraient entraîner pour la Société des coûts importants et avoir un effet défavorable sur notre rythme de croissance dans cette industrie. Nous avons déjà investi dans de nouvelles capacités, dans notre force de vente et dans l'acquisition de talents.

Clients majeurs - Le changement des habitudes de consommation ou la perte d'un client majeur

Certains créneaux dans lesquels opère la Société ont des clients qui représentent une portion importante de nos revenus. C'est le cas pour le créneau d'impression de circulaires où quelques détaillants canadiens peuvent individuellement représenter une portion importante des revenus de la division de l'impression. De plus, dans la division de l'emballage, Schreiber Foods, Inc. représente une portion substantielle des revenus actuels et nous avons avec eux une entente d'une durée de dix ans venant à échéance en 2024. Un changement dans les habitudes de consommation d'un client majeur ou la perte d'un client majeur pourraient avoir un effet défavorable sur le résultat net. Afin de mitiger ce risque, la Société maintient des relations solides et à long terme avec ses principaux clients et, spécifiquement pour la division de l'impression, renouvelle ses contrats significatifs de façon anticipée.

Clientèle - L'effet d'une consolidation de la clientèle sur nos activités d'emballage

Notre clientèle ou clientèle potentielle pourrait faire l'objet d'une acquisition. Il est possible que l'acquéreur transfère la production dans les opérations de son fournisseur actuel. Une consolidation de la clientèle pourrait avoir un effet sur notre résultat net. La Société atténue ce risque en renouvelant ses contrats significatifs de façon anticipée et en qualifiant ses produits d'emballage. Nous pouvons, par ailleurs, être temporairement protégés par la longueur du cycle de vente dans certains marchés de l'emballage.

Détention du contrôle - Conflit d'intérêts entre l'actionnaire de contrôle et les autres actionnaires

Au 29 octobre 2017, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 16,20 % des actions en circulation et 73,19 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est possible que dans certaines situations, les intérêts de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Risques opérationnels

Intégration des acquisitions - L'intégration des acquisitions pourrait perturber nos activités opérationnelles

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions comporte généralement des risques et ceux-ci peuvent augmenter en fonction de la taille, du secteur et du type d'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires au chapitre de la production, nous faire perdre des contrats importants et influencer la rétention du personnel ou nos relations avec les clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient nécessiter du temps additionnel pour se matérialiser. Toutefois, pour limiter les effets des risques liés à l'intégration des acquisitions, la Société a mis en place un ensemble strict de critères d'acquisition et s'appuie sur des équipes de vérification diligente expérimentées et des méthodes d'intégration rigoureuses.

Cybersécurité et protection des données - Une intrusion dans nos systèmes d'information pourrait perturber nos activités opérationnelles, nuire à notre réputation et entraîner des poursuites judiciaires

Dans le cours normal de ses activités, la Société est tributaire du fonctionnement continu et ininterrompu de ses systèmes, des centres d'hébergement des données, des services infonuagiques et du matériel informatique. De plus, elle reçoit, manipule et transmet des données sensibles, y compris des informations confidentielles relatives à la Société et à ses clients et fournisseurs, ainsi que des renseignements personnels de ses employés.

Advenant que la Société fasse l'objet d'une cybermenace, d'une violation, d'accès non autorisés, de virus, ou d'autres atteintes à la sécurité, d'erreurs humaines, d'actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet défavorable sur les activités de la Société, notamment des perturbations ou des pannes de systèmes. Cela pourrait également avoir un impact défavorable sur les résultats, ainsi que de causer des dommages considérables à la réputation de la Société et pourrait potentiellement entraîner des poursuites judiciaires.

La récurrence des tentatives de cyberattaques est de plus en plus fréquente et leur nature évolue et se raffine continuellement, augmentant ainsi le risque que nos opérations soient perturbées et que nos données soient compromises. De plus, il se pourrait qu'un tel événement ne soit pas détecté assez rapidement pour limiter l'étendue de l'information susceptible à l'infraction. D'ailleurs, les exigences des autorités réglementaires deviennent de plus en plus strictes en matière de protection contre de possibles intrusions. La nécessité de se conformer à de nouvelles exigences pourrait aussi avoir une répercussion financière pour la Société. La confiance des clients en la sécurité de l'information détenue par la Société et des transactions est primordiale afin de maintenir notre réputation et notre compétitivité sur le marché.

Nous mitigeons ces risques en nous assurant de maintenir un environnement technologique de qualité et fiable pour nos clients internes et externes, notamment en ajustant notre politique en matière de sécurité, en déployant des correctifs de sécurité et en investissant dans notre infrastructure informatique. D'ailleurs, nous avons fait l'acquisition d'un outil qui cartographie nos possibles vulnérabilités, nous permettant ainsi d'établir des priorités de correctifs. Nous effectuons également, de façon ponctuelle, des tests pour simuler une attaque à nos systèmes informatiques afin de vérifier nos différents contrôles de sécurité. En outre, nous effectuons des évaluations périodiques de nos contrôles informatiques afin de nous assurer qu'ils sont conformes aux standards. Enfin, pour mieux prévenir et contrôler les effets de ce risque, la Société a adopté différentes mesures, dont des programmes de formation et de sensibilisation auprès de ses employés.

Perturbation opérationnelle - Une perturbation opérationnelle pourrait nuire à notre capacité de respecter nos échéanciers

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers des usines à large volume et, advenant un sinistre à un de ces emplacements, elle pourrait ne pas pouvoir respecter des délais de production. Le respect de nos échéanciers pourrait aussi être touché par un bris d'équipement majeur, une erreur humaine, un conflit de travail, des problèmes de transport et des difficultés d'approvisionnement. L'ampleur de l'effet de ces risques sur nos résultats dépendra de certains facteurs, dont la nature de la perturbation, la durée et l'usine touchée par l'événement en question. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingence pour nos emplacements devant livrer des produits de façon quotidienne et nous détenons des polices d'assurance qui pourraient dédommager une partie des coûts reliés à certains sinistres.

Recrutement et rétention du talent - La difficulté à attirer et à retenir les employés clés dans les principaux secteurs exploités

Des tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié dans certains secteurs géographiques. Nous pouvons constater une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. Considérant la transformation de la Société, ce risque est d'autant plus important puisqu'elle a un besoin pour des compétences spécifiques, notamment techniques pour le développement de produits, afin de faire croître la division de l'emballage. Par conséquent, dans le cadre d'un processus continu de revue du leadership, la Société a mis en place des plans de perfectionnement pour ses gestionnaires à potentiel élevé et susceptibles d'être promus. Des objectifs précis sont établis et des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement leur sont offerts. Enfin, les membres de la haute direction sont évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et d'être en mesure d'identifier, sur une base continue, des successeurs.

Efficacité opérationnelle - Incapacité de maintenir ou d'améliorer notre efficacité opérationnelle

En raison des tendances lourdes qui touchent l'industrie de l'impression et de l'édition, la Société doit continuer d'améliorer son efficacité opérationnelle afin de demeurer concurrentielle. Peu importe le degré d'efficience qu'elle a déjà atteint, rien ne garantit qu'elle soit en mesure de le faire de façon continue. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation peut entraîner des coûts relativement à la réduction d'effectifs, à la fermeture ou consolidation des installations, ou à l'amélioration de l'équipement et de la technologie. Au cours des dernières années, la Société a réduit de façon significative ses actifs manufacturiers dans sa division de l'impression afin d'améliorer l'efficacité de ses usines les plus performantes. Bien qu'il existe toujours des opportunités d'amélioration de l'efficacité opérationnelle au sein de chaque usine et que la Société ait des gestionnaires expérimentés pour établir et exécuter de tels plans d'amélioration, il se pourrait que les initiatives disponibles pour répondre à une baisse de volume soient insuffisantes et aient moins d'effets favorables sur la structure de coûts fixes.

Conformité à la réglementation gouvernementale - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités gouvernementales. Une modification de la réglementation ou l'adoption de nouvelles réglementations plus strictes pourraient entraîner une augmentation significative des coûts pour la Société afin de s'y conformer. La Société pourrait devoir augmenter ses effectifs et sa rémunération, ou faire des investissements dans des matières premières ou des équipements. De possibles augmentations du salaire minimum au Québec, par exemple, pourraient faire augmenter de façon significative les coûts dans le créneau de la distribution. La Société bénéficie également de certains programmes d'aide gouvernementale. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux pourrait avoir des incidences importantes sur le résultat net de la Société.

Réglementation - Sécurité et qualité des produits d'emballage destinés à l'industrie de l'alimentation

La Société est un fournisseur de produits d'emballage souple utilisés, notamment, par l'industrie de l'alimentation. Elle est donc exposée aux risques de cette industrie, tels que des erreurs d'étiquetage et de transferts de matières étrangères, ainsi que de certains problèmes sanitaires dont la contamination des aliments par des organismes causant des maladies, ou pathogènes, comme la bactérie E. coli, la salmonelle et la listeria. La Société pourrait donc être concernée par un éventuel rappel de produits. Une telle situation pourrait exposer la Société à des réclamations au titre de la responsabilité civile, à une publicité défavorable, à des enquêtes ou à l'intervention de la part des gouvernements, ce qui aurait une incidence défavorable significative sur la situation financière, le résultat net et la réputation de la Société. La Société gère activement ces risques en employant des matériaux appropriés, en s'assurant de la mise en place de contrôles et de procédés dans ses installations de fabrication et en maintenant une couverture d'assurance responsabilité. Nous veillons également à la conformité de nos produits aux différentes réglementations. Nos produits finis sont sujets à la réglementation par certains organismes gouvernementaux, dont Santé Canada et la Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis, qui sont responsables de la protection de la santé publique dans le domaine alimentaire. Aux États-Unis, le Consumer Product Safety Commission (CPSC) réglemente aussi certains produits d'emballage à travers des lois comme le Consumer Product Safety Act et le Poison Prevention Packaging Act. Au Canada, l'emballage et l'étiquetage des produits alimentaires ainsi que la sécurité des matériaux utilisés

pour l'emballage des aliments sont réglementés par Santé Canada à travers des lois comme la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation et la Loi sur les aliments et drogues. Par ailleurs, en faisant partie de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, nous reconnaissons la nécessité de soutenir nos clients de l'industrie de l'alimentation avec des informations et assurances spécifiques. Nous nous engageons à travailler avec eux et à leur fournir toutes les informations nécessaires afin de comprendre et de minimiser les risques dans leurs processus. À cet effet, et afin de mitiger davantage les risques, ainsi que d'assurer la confiance du consommateur à l'égard de nos produits, certaines de nos usines ont obtenu la certification SQF (Safe Quality Food), sont certifiées AIB International ou détiennent la certification GMI (Graphic Measures International).

Risques environnementaux - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations et des changements aux habitudes de consommation

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations environnementales qui peuvent être modifiées par les autorités gouvernementales. Une modification de la réglementation ou l'adoption de nouvelles réglementations plus strictes pourraient entraîner une augmentation significative des coûts pour la Société afin de s'y conformer. Des exemples de telles réglementations comprennent, notamment, des limites d'émissions atmosphériques plus restrictives, des seuils de contamination de l'eau plus bas, des exigences supplémentaires pour la décontamination des sols ou le recyclage du papier et du plastique. L'arrivée de la réglementation sur la responsabilité élargie des producteurs (REP) dans plusieurs provinces du Canada a également eu un effet sur le paysage de l'industrie de l'impression et de l'emballage. Cette réglementation utilise des incitations financières pour encourager les fabricants à concevoir des produits respectueux de l'environnement en tenant les producteurs responsables de la gestion de la fin de vie de leurs produits. Enfin, la tendance est à l'élimination graduelle des sacs de plastique légers à usage unique dans de nombreuses juridictions à travers le monde.

De plus, les activités d'impression et d'édition de la Société nécessitent une utilisation quotidienne d'une grande quantité de papier. Quant à nos activités de distribution et d'emballage souple, celles-ci requièrent l'usage d'importantes quantités de plastique. Certains consommateurs et certains de nos clients pourraient être préoccupés par les possibles répercussions d'un usage accru de papier et de plastique sur l'environnement et pourraient faire davantage entendre leur voix pour la protection de l'environnement et pour promouvoir le développement durable. De telles préoccupations pourraient porter atteinte à notre réputation, entraîner une révision et un ajustement de nos pratiques ainsi que des coûts opérationnels additionnels.

Dans le but de mitiger les risques environnementaux, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de la protection de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives pour réduire son empreinte environnementale. À cet égard, nous avons adopté en 1993 notre politique environnementale et nous avons également mis en place notre politique en matière d'achat de papiers en 2007, dont la portée a été élargie en 2012. Nous sommes également membre de la *Sustainable Packaging Coalition*, un organisme qui rassemble des entreprises, des établissements d'enseignement et des agences gouvernementales afin d'élargir notre compréhension collective des emballages écologiques. De plus, notre participation renouvelée à des initiatives en faveur de la transparence, comme le *Carbon Disclosure Project*, confirme notre engagement à divulguer notre gouvernance et notre performance par rapport aux enjeux liés aux changements climatiques.

Litiges - La Société est assujettie à des risques juridiques en lien avec ses activités

La Société pourrait être impliquée dans des litiges ou des procédures judiciaires résultant de nos activités. Le secteur des médias pourrait être touché par des cas de diffamation reliés aux propos diffusés dans nos publications. De plus, dans le cadre de nos activités de restructuration, nous risquons d'être impliqués dans des litiges pour des cas de relations de travail. Du côté du secteur de l'impression et de l'emballage, l'impression d'information erronée par la Société pourrait conduire à la réception de réclamations judiciaires. De même, lors de nos activités d'acquisition, les passifs non identifiés et les obligations judiciaires importantes représentent également un risque en tant que successeur. Bien que la Société provisionne pour ces litiges, nous ne pouvons pas assurer que toutes les réclamations sont provisionnées aux coûts de règlement, ayant potentiellement un effet défavorable additionnel sur le résultat net.

Matières premières et énergie - Une hausse significative du coût des matières premières et de l'énergie consommée

Le papier, l'encre, le film plastique et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression et de l'emballage et elles représentent une partie importante de nos coûts. De plus, ce secteur consomme de l'énergie, plus particulièrement de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Une hausse significative de prix des matières premières et de l'énergie a des effets défavorables sur les opérations. Pour mitiger ce risque, certaines de nos ententes avec des clients comportent des clauses d'indexation des prix de vente au gré des fluctuations du prix des matières premières. Cependant, à court terme, l'effet sur notre résultat net sera influencé par notre capacité de modifier les prix et d'améliorer notre efficacité opérationnelle afin de contrebalancer les hausses de prix des matières premières. De plus, l'augmentation du prix de ces matières premières peut avoir un effet défavorable si elle entraîne un changement aux habitudes d'achat des clients. Finalement, l'augmentation

du prix du papier et de l'encre a également un effet défavorable sur la rentabilité du secteur des médias. En ce qui concerne une hausse significative de prix de l'énergie, la Société poursuit continuellement ses initiatives pour trouver de nouvelles façons de réduire ses coûts énergétiques.

Dans le but de nous assurer d'un approvisionnement stable à un coût compétitif à travers notre secteur de l'impression et de l'emballage, nous avons volontairement consolidé nos fournisseurs de papier, d'encre et de résine. Par conséquent, la Société pourrait également être exposée à un risque d'approvisionnement si certains de nos fournisseurs éprouvaient de l'instabilité financière ou des perturbations dans leurs propres opérations. Cependant, la Société fait affaire avec des fournisseurs majeurs et établis dans leurs industries respectives afin d'assurer la disponibilité de nos matières premières.

Respect de la vie privée et droit d'auteur - Enfreindre la vie privée des utilisateurs ou des droits d'auteur pourrait être nuisible à notre réputation

La loi canadienne anti-pourriel exige le consentement du destinataire afin d'envoyer des messages électroniques commerciaux. De plus, la Société doit également respecter la législation sur les droits d'auteur. Cependant, il pourrait survenir des situations qui feraient en sorte que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes ou que certaines règles de droit d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à ces égards, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteur ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation et à son résultat net.

Risques financiers

Cycles économiques - L'effet des cycles économiques sur la demande pour nos produits

Les activités de la Société sont exposées aux cycles économiques et aux conditions de marché difficiles, car une portion significative de leurs revenus dépend, directement ou indirectement, des dépenses publicitaires des annonceurs. Celles-ci ont tendance à être cycliques en raison de la conjoncture économique globale et des changements aux habitudes d'achat des consommateurs. De plus, des changements structurels significatifs, notamment la consolidation de certaines industries et l'adoption de plateformes numériques, touchent également les industries de nos principaux clients, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les produits offerts par la Société. Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ce risque par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de sa clientèle se retrouve dans des secteurs d'activité moins cycliques, tels que l'alimentation. De plus, puisque la Société est un chef de file dans ses marchés, nous croyons ainsi pouvoir limiter notre exposition aux cycles économiques sans toutefois éliminer les effets défavorables ou l'ampleur de ceux-ci.

Crédit - Mauvaises créances de certains clients

Certains facteurs, tels que les conditions économiques et des changements au sein de certaines industries, pourraient exposer la Société au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de certains de ses clients, affectant ainsi sa capacité de recouvrement selon les termes de paiement établis. Afin de limiter ce risque, la Société a des contrôles stricts en matière de crédit. La haute direction analyse et révisé régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou considérés risqués. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Liquidités - Disponibilité des capitaux à un coût raisonnable

La Société et ses filiales sont exposées au risque de liquidités, c'est-à-dire le risque qu'elles ne soient pas en mesure de remplir leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles, ou de les remplir, mais à un coût excessif. Ce risque est toutefois atténué pour la Société car elle bénéficie d'une très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net de 0,3x au 29 octobre 2017 et qu'elle prévoit continuer à générer d'importants flux de trésorerie opérationnels. De plus, au 29 octobre 2017, la Société a toujours accès à la totalité de son crédit à terme rotatif d'un montant de 400,0 millions de dollars qui vient à échéance en février 2021. Toutefois, il est à noter que la capacité et le coût de financement de la Société sont tributaires des cotes de crédit attribuées à la Société par différentes agences de cotation.

Taux d'intérêt - La hausse des taux d'intérêt sur le marché relativement à nos instruments financiers

La Société est exposée aux risques du marché liés aux hausses des taux d'intérêt. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. À la fin de l'exercice 2017, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 100 % de la dette totale.

Taux de change - Les fluctuations des taux de change

La dépréciation du dollar canadien face au dollar américain au cours des dernières années a engendré une augmentation de la valeur des ventes aux États-Unis et créé certaines opportunités d'affaires, car la majorité des coûts de la Société sont engagés en dollars canadiens. De plus, nos récentes acquisitions aux États-Unis ont augmenté la part des revenus et des profits de la Société en dollars américains. Quant à l'appréciation du dollar américain, celle-ci offre une certaine protection à la Société contre la concurrence étrangère. Toutefois, une éventuelle reprise de la devise canadienne aurait un effet négatif sur le résultat net. Afin de minimiser les risques de fluctuations à court terme des devises étrangères, la Société veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise et maintient en place un programme de couverture de change utilisant des produits dérivés.

Fiscalité - Des contestations d'autorités fiscales ou des modifications dans les taux d'imposition statutaires en vigueur

La Société estime que tous les frais réclamés par les différentes entités du groupe sont raisonnables, déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues et, à cet égard, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas la position de la Société relativement à certaines questions fiscales. Si elles ont gain de cause, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, son résultat net et sa situation financière, ainsi que sur le rendement pour les actionnaires.

Si les taux d'impôt d'une période future augmentaient ou diminuaient dans un territoire quelconque, notre charge d'impôts sur le résultat de cette même période augmenterait ou diminuerait en conséquence. De plus, nos actifs et passifs d'impôt différé augmenteraient ou diminueraient parallèlement aux hausses ou aux baisses de taux d'impôt, ce qui aurait des répercussions sur les impôts sur le résultat. Par ailleurs, une baisse ou une hausse du taux d'impôt se traduirait par une hausse ou une baisse de notre bénéfice net annuel comparativement à ce qu'il aurait été autrement.

Régimes de retraite - L'effet de fluctuations majeures des marchés sur la solvabilité des régimes de retraite

Au 29 octobre 2017, la quasi-totalité des employés actifs de TC Transcontinental participait à des régimes de retraite à cotisations définies. Toutefois, les risques relatifs aux régimes à prestations définies, qui étaient en place avant la migration, en 2010, au volet à cotisations définies, sont toujours assumés par la Société. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. La Société poursuit sa stratégie d'investissement afin de limiter l'exposition de nos actifs à des fluctuations majeures qui affecteraient la solvabilité des régimes.

Tests de dépréciation - Résultats des tests de dépréciation sur la valeur des actifs

Les IFRS exigent que la Société effectue des tests de dépréciation de l'actif à long terme s'il existe un quelconque indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu se déprécier. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation aurait un effet défavorable sur le résultat net de la Société, sans toutefois avoir un effet important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles ou sur sa capacité d'emprunt.

CONTRÔLE ET PROCÉDURE DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été évaluée au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 ») au 29 octobre 2017. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 29 octobre 2017.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement du CIIF a été évaluée au 29 octobre 2017, conformément au cadre et aux critères énoncés dans le document intitulé Internal Control - Integrated Framework qu'a publié le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO ») en 2013, un modèle de contrôle reconnu, et aux exigences du Règlement 52-109. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF étaient efficaces au 29 octobre 2017.

Tout système de contrôle interne, quelle que soit la qualité de sa conception, comporte des limites intrinsèques. Par conséquent, même les systèmes considérés comme efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la présentation de l'information financière et de la préparation des états financiers.

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, aucune modification touchant le CIIF qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Vente de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario

En novembre et décembre 2017, la Société a procédé à la vente de plusieurs groupes de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec, représentant un total de 34 journaux et propriétés Web s'y rattachant, ainsi qu'un site Web, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir.

Ces ventes de journaux s'inscrivent dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario annoncé par la Société le 18 avril 2017.

Regroupement d'entreprises

Le 31 octobre 2017, la Société a acquis la totalité des actions de Les Industries Flexipak inc. ("Flexipak"), un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec. La Société procédera à l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexipak au cours du prochain exercice.

Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage.

PERSPECTIVES 2018

Pour la division de l'impression, nous prévoyons que les revenus provenant de l'ensemble de nos services aux détaillants canadiens demeureront relativement stables au cours de l'exercice 2018 par rapport à la même période en 2017. Nous bénéficierons, au cours des premiers mois de l'exercice financier, de la contribution additionnelle aux termes de l'entente élargie avec Lowe's Canada et nous comptons saisir les occasions d'étendre nos services auprès de nos clients détaillants. Pour tous les autres créneaux d'impression, nous prévoyons que nos revenus continueront d'être touchés par une baisse de volume en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire. De plus, dans le créneau de l'impression de journaux, nous connaissons une baisse de volume en raison de la fin de l'impression de *La Presse* à partir de janvier 2018, ainsi que du journal *The Globe and Mail* dans les Maritimes depuis décembre 2017. Afin de partiellement contrebalancer la baisse de volume, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle, notamment la consolidation de nos activités d'impression de journaux au Québec déjà annoncée.

En ce qui concerne notre division de l'emballage, l'acquisition de Les Industries Flexipak inc., réalisée en octobre 2017, contribuera aux résultats au cours de l'exercice 2018 et nous prévoyons maintenir notre approche disciplinée en matière d'acquisitions. Nous comptons également sur notre force de vente pour poursuivre le développement de notre bassin de clients potentiels et nous nous attendons à ce que d'autres ventes se concrétisent. En raison de la perturbation temporaire de l'approvisionnement en résine causée par l'ouragan qui a touché la côte du Golfe des États-Unis au cours de l'été 2017, le prix de plusieurs résines plastiques a augmenté et pourrait avoir un effet défavorable sur les coûts au cours du premier semestre de 2018.

Pour le secteur des médias, nous prévoyons que le groupe Affaires et Éducation continuera d'afficher une bonne performance en diversifiant ses revenus dans des créneaux qui dépendent peu de la publicité, alors qu'une baisse des revenus publicitaires aura un effet défavorable sur la version imprimée de nos titres spécialisés. De plus, nos revenus du secteur seront touchés en 2018 par la vente de nos actifs médias liés aux journaux locaux et régionaux, mais nous continuerons à ajuster notre structure de coûts en fonction du volume d'activité.

Finalement, au cours de l'exercice 2018, nous prévoyons continuer de générer d'importants flux de trésorerie de nos activités opérationnelles et de maintenir notre excellente situation financière, nous permettant ainsi de poursuivre nos acquisitions pour soutenir notre transformation vers l'emballage.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti
Le chef de la direction financière et du développement

Le 14 décembre 2017



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG, Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3
Canada

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 29 octobre 2017 et au 31 octobre 2016, les états consolidés du résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Transcontinental inc. au 29 octobre 2017 et au 31 octobre 2016, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

/s/KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.*

Le 14 décembre 2017
Montréal, Canada

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A114306

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Revenus		2 007,2 \$	2 019,5 \$
Charges opérationnelles	5	1 610,5	1 629,4
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	6	(13,6)	17,0
Dépréciation d'actifs	7	4,9	53,6
Résultat opérationnel avant amortissement		405,4	319,5
Amortissement	8	103,4	106,7
Résultat opérationnel		302,0	212,8
Frais financiers nets	9	17,7	15,9
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		284,3	196,9
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents		0,3	0,5
Impôts sur le résultat	10	73,1	51,1
Résultat net		211,5 \$	146,3 \$
Résultat net par action - de base		2,74 \$	1,89 \$
Résultat net par action - dilué		2,73 \$	1,88 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base (en millions)	22	77,3	77,6
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en millions)	22	77,5	77,8

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Résultat net		211,5 \$	146,3 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		2,3	0,9
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portée au résultat net au cours de la période considérée		1,3	6,5
Impôts sur le résultat y afférents		1,0	2,0
		2,6	5,4
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets (pertes nettes) de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		(19,5)	13,9
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		3,4	0,6
Impôts sur le résultat y afférents		0,9	0,1
		(17,0)	14,4
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	27	8,6	(49,9)
Impôts sur le résultat y afférents		2,4	(13,4)
		6,2	(36,5)
Autres éléments du résultat global	24	(8,2)	(16,7)
Résultat global		203,3 \$	129,6 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 octobre 2016		361,9 \$	3,2 \$	700,9 \$	2,7 \$	1 068,7 \$
Résultat net		—	—	211,5	—	211,5
Autres éléments du résultat global	24	—	—	—	(8,2)	(8,2)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires						
Levée d'options d'achat d'actions	21	9,7	(2,1)	—	—	7,6
Dividendes	21	—	—	(60,9)	—	(60,9)
Solde au 29 octobre 2017		371,6 \$	1,1 \$	851,5 \$	(5,5) \$	1 218,7 \$
Solde au 31 octobre 2015		368,2 \$	3,2 \$	625,5 \$	19,4 \$	1 016,3 \$
Résultat net		—	—	146,3	—	146,3
Autres éléments du résultat global	24	—	—	—	(16,7)	(16,7)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires						
Rachat d'actions	21	(6,8)	—	(14,7)	—	(21,5)
Levée d'options d'achat d'actions	21	0,5	(0,1)	—	—	0,4
Dividendes	21	—	—	(56,2)	—	(56,2)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	23	—	0,1	—	—	0,1
Solde au 31 octobre 2016		361,9 \$	3,2 \$	700,9 \$	2,7 \$	1 068,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016 ⁽¹⁾
Actifs courants			
Trésorerie		247,1 \$	16,7 \$
Débiteurs	11	380,6	401,9
Impôts sur le résultat à recevoir		17,2	5,8
Stocks	12	116,9	119,6
Frais payés d'avance et autres actifs courants		18,4	15,9
		780,2	559,9
Immobilisations corporelles			
	13	500,8	566,0
Immobilisations incorporelles			
	14	171,1	217,0
Goodwill			
	15	505,0	509,7
Placements dans des coentreprises			
		2,3	2,9
Impôts différés			
	10	139,0	171,3
Autres éléments d'actif			
	16	38,3	35,4
		2 136,7 \$	2 062,2 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	17	304,7 \$	316,0 \$
Provisions	19	6,4	9,8
Impôts sur le résultat à payer		9,5	3,5
Revenus reportés et dépôts		44,7	55,4
Portion courante de la dette à long terme	18	—	0,2
		365,3	384,9
Dette à long terme			
	18	348,3	347,9
Impôts différés			
	10	44,1	43,4
Provisions			
	19	1,3	2,9
Autres éléments du passif			
	20	159,0	214,4
		918,0	993,5
Capitaux propres			
Capital social	21	371,6	361,9
Surplus d'apport		1,1	3,2
Résultats non distribués		851,5	700,9
Cumul des autres éléments du résultat global	24	(5,5)	2,7
		1 218,7	1 068,7
		2 136,7 \$	2 062,2 \$

(1) Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Activités opérationnelles			
Résultat net		211,5 \$	146,3 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dépréciation d'actifs	7	4,9	53,6
Amortissement	8	127,8	132,7
Frais financiers de la dette à long terme	9	17,5	17,7
Pertes nettes (gains nets) à la cession d'actifs		(1,2)	1,3
Gains nets sur cessions d'entreprises	4	(24,1)	(3,0)
Impôts sur le résultat	10	73,1	51,1
Variation nette de change et autres		1,4	(3,7)
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		410,9	396,0
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	25	(31,0)	(48,3)
Impôts sur le résultat payés		(55,8)	(74,4)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		324,1	273,3
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises	4	(15,9)	(86,3)
Cessions d'entreprises	4	33,7	4,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(33,2)	(58,5)
Cessions d'immobilisations corporelles		7,1	7,1
Augmentation des immobilisations incorporelles		(15,6)	(18,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(23,9)	(151,7)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	4 et 18	(0,2)	(34,4)
Diminution nette de la facilité de crédit	18	—	(24,0)
Frais financiers de la dette à long terme		(16,2)	(16,2)
Intérêts reçus liés à des cotisations fiscales antérieures		—	7,9
Levée d'options d'achat d'actions	21	7,6	0,4
Dividendes	21	(60,9)	(56,2)
Rachat d'actions	21	—	(21,5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(69,7)	(144,0)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		(0,1)	0,5
Variation nette de la trésorerie		230,4	(21,9)
Trésorerie au début de l'exercice		16,7	38,6
Trésorerie à la fin de l'exercice		247,1 \$	16,7 \$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		(0,4) \$	1,5 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3240, Montréal (Québec), Canada H3B 0G1.

La Société est le premier imprimeur au Canada et un important fournisseur d'emballages souples en Amérique du Nord. La Société est également un leader dans ses activités de médias spécialisés. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et de l'emballage et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 3 « Information sectorielle ».

La Société a modifié sa date de fin d'exercice pour passer d'une fin d'année calendrier à une fin d'année flottante, ainsi la fin d'année sera toujours le dernier dimanche du mois d'octobre. Ce changement est entré en vigueur au cours de l'exercice courant.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés le 14 décembre 2017.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés annuels sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 29 octobre 2017. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés de la Société après le 29 octobre 2017, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés annuels.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne les instruments financiers dérivés, le passif lié à la rémunération à base d'action et les contreparties conditionnelles qui ont été évalués selon leur juste valeur, et l'actif des régimes à prestations définies, de même que les obligations liées à ces régimes, qui ont été évalués à leur valeur actualisée, tel qu'indiqué dans les méthodes comptables ci-dessous. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

i) Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer considérablement sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et cessent d'être consolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient conformes à celles de la Société. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société, donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental inc. (Canada)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Interactif inc. (Canada)	100,0
TC Transcontinental Packaging Inc. (Delaware)	100,0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Coentreprises

Les coentreprises représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'accords contractuels qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité et dans lesquelles la Société a des droits sur l'actif net. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations de la Société dans des coentreprises sont dans le secteur des médias et leur effet sur l'actif, le passif, les revenus et les dépenses consolidés de la Société est négligeable.

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties conditionnelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si l'accord comprend une contrepartie conditionnelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sera comptabilisée au résultat net.

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés au cours de la période d'évaluation, et les ajustements devront être appliqués rétroactivement. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue la part qu'elle détenait au préalable dans l'entité acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et inscrit le profit ou la perte en résultant, s'il y a lieu, au résultat net.

Dans le cas de regroupements d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la vente de biens peuvent être évalués de façon fiable.

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la prestation de services peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans le secteur de l'impression et de l'emballage, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus d'impression et de production d'emballages souples :

Les revenus d'impression et de production d'emballages souples sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte en porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus de prémédia :

Les revenus de prémédia sont constatés lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de vente de livres :

Les revenus de vente de livres sont constatés au moment où les livres sont expédiés aux clients, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés, lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a constaté un montant de 2,3 millions de dollars à titre d'opérations d'échange (4,3 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2016).

f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux résultats, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entités contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

g) Aide gouvernementale

Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus et réduit les charges opérationnelles figurant à l'état consolidé du résultat et les stocks connexes figurant à l'état consolidé de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

l) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location simple sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

m) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages et des coûts liés à des projets en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères de comptabilisation à l'actif. Le montant initial comptabilisé à titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères de comptabilisation à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	10 % - 25 %	Dégressif
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets en technologie	3-7 ans	Linéaire

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles comprennent principalement des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux et de livres. La valeur attribuée aux noms commerciaux est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

n) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribuées aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs non financiers qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT (ou groupe d'UGT). La juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée à l'aide d'un multiple de capitalisation du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

Le calcul détaillé le plus récent effectué lors d'une période antérieure de la valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle un goodwill a été alloué peut être utilisé dans le test de dépréciation de cette UGT (ou groupe d'UGT) au cours de la période considérée, à condition que tous les critères suivants soient satisfaits :

- les actifs et les passifs constituant l'UGT (ou le groupe d'UGT) n'ont pas sensiblement varié depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable;
- le calcul le plus récent de la valeur recouvrable a abouti à un montant qui excède, de façon substantielle, la valeur comptable de l'UGT (ou du groupe d'UGT);
- sur la base d'une analyse des événements qui se sont produits et de l'évolution des circonstances depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable, il est très peu probable qu'une détermination actuelle de la valeur recouvrable aboutirait à un montant inférieur à la valeur comptable actuelle de l'UGT (ou du groupe d'UGT).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs non financiers ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a des changements dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable, et que ces changements seront soutenus dans le futur. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

o) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une perte de valeur. Les coûts d'acquisition de contrats sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

p) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de fonds soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructuration et aux contrats déficitaires. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

q) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Les cotisations de la Société à ces régimes se limitent aux montants établis en vertu des conventions collectives. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au taux d'actualisation, au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie. Le taux d'actualisation est basé sur les taux d'intérêt du marché applicables aux obligations de sociétés de première catégorie dont les échéances correspondent au moment du versement des prestations prévues en vertu des régimes.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime (« effet du plafond de l'actif »). L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement aux autres éléments du résultat global (« AERG »). De plus, un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que la variation de l'effet du plafond de l'actif et de tout passif minimum, sont constatés aux AERG au cours de la période dans laquelle ils se produisent, sauf pour les écarts actuariels des autres avantages postérieurs à l'emploi qui sont comptabilisés immédiatement au résultat net.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat au cours de la période à laquelle il survient. Le coût des services rendus et le coût financier relatif à l'obligation nette ou à l'actif net au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat net au cours de la période à laquelle ils surviennent, dans les charges opérationnelles et dans les frais financiers nets, respectivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment auquel les cotisations sont versées. Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

r) Rémunération à base d'actions

La Société a des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont comptabilisées au résultat net selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée au résultat net selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est évalué à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et est réévalué à chaque date de clôture des états financiers, jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net dans les charges opérationnelles, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au résultat net au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net dans les charges opérationnelles.

s) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes, est le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère, sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas réévalués au cours en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les AERG sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a désigné certains contrats de change à terme libellés en dollars américains comme éléments de couverture d'une portion équivalente de son investissement net dans certains établissements étrangers, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace de la variation de la juste valeur sur les instruments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée au résultat net. Les gains et les pertes constatés au cumul des AERG, sont reclassés au résultat net au cours de la période pendant laquelle l'investissement net dans un établissement étranger relié fait l'objet d'une disposition totale ou partielle.

t) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquemment comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Débiteurs et autres comptes à recevoir	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Contrepartie conditionnelle	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

u) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers.

Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital et aux ventes en devises étrangères est reclassée aux résultats durant la période au cours de laquelle l'élément couvert influe sur les résultats. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change d'un engagement ferme d'acquisition d'une entité dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, reportée dans le cumul des AERG, est reclassée à l'encontre du goodwill lors de la comptabilisation initiale de l'entité acquise.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

v) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société, dont la Société s'est séparée ou qui répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte, qui fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte, ou qui est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

w) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicable. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés ci-dessous :

i) Regroupements d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des différences importantes à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui influencerait le montant de la charge d'amortissement.

ii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation et par le coût moyen pondéré du capital.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple de capitalisation basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iii) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. La détermination du montant des provisions requiert que la direction formule des hypothèses et fasse des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et leur échéancier, et les probabilités d'occurrence des obligations. Des changements importants à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les montants déterminés à titre de provisions. L'incidence de ces changements est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ceux-ci surviennent, le cas échéant.

iv) Impôts sur le résultat

Dans le cadre du calcul de l'impôt exigible, la Société est tenue de faire des estimations importantes en raison de l'assujettissement de la Société aux lois fiscales de divers territoires où elle exerce ses activités. De même, le montant d'impôt exigible pourrait être modifié en raison de divers facteurs tels que des événements qui ne se sont pas encore produits, une évolution des lois de l'impôt ou de l'issue des contrôles fiscaux et appels connexes.

Dans le cadre du calcul de l'impôt différé, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de leur réalisation. Les actifs d'impôt sur le résultat différé reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt sur le résultat des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des jugements significatifs sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour appliquer son jugement.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôt exigible et différé.

v) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période à laquelle ces estimations sont révisées, le cas échéant.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

vi) Dépréciation d'actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique.

vii) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix de vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suivant l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

viii) Actifs disponibles à la vente et activités abandonnées

La Société exerce son jugement pour déterminer si un actif ou un groupe destiné à être cédé est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et si sa vente est hautement probable, auquel cas il doit être classé comme détenu en vue de la vente à la date de clôture. La Société exerce également son jugement pour déterminer si une composante de la Société qui a été cédée ou qui est classée comme étant détenue en vue de la vente respecte les critères de classement à titre d'activité abandonnée. Le principal point relativement auquel la direction exerce un jugement à cet égard consiste à déterminer si la composante représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Normes comptables nouvelles ou modifiées adoptées

a) Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles », et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles; la raison étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des immobilisations incorporelles. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'immobilisation incorporelle présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'immobilisation incorporelle est exprimée comme une mesure des produits. La Société a adopté ces modifications le 1er novembre 2016, mais n'a pas modifié sa méthode d'amortissement pour les coûts de prépublication d'ouvrages et les titres d'ouvrages pédagogiques en se prévalant de l'exemption possible pour ce type d'actifs appliqué à nos activités d'édition. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

a) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». L'IFRS 9 vise le remplacement de l'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ».

L'IASB a mené à terme son projet de remplacement par étapes d'IAS 39. L'IFRS 9 prévoit une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. L'IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité. L'IFRS 9 s'appliquera à la Société pour son exercice ouvert à compter du 29 octobre 2018, et son application anticipée est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés de la Société est en cours de détermination par la Société.

b) Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », et les interprétations connexes.

Selon le principe de base d'IFRS 15, une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les biens ou services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Plus particulièrement, la norme propose un modèle unique en cinq étapes pour décrire le transfert des biens et services promis aux clients.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Selon IFRS 15, une entité comptabilise les produits des activités ordinaires lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsque le contrôle des biens ou des services sous-jacents visés par cette obligation de prestation est transféré au client. IFRS 15 contient des dispositions beaucoup plus prescriptives pour traiter de cas spécifiques. De plus, la norme contient des obligations d'information étendues. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

L'IFRS 15 s'appliquera à la Société pour son exercice ouvert à compter du 29 octobre 2018, et son application anticipée est permise.

L'analyse de cette norme requiert que la Société recueille des données historiques sur l'ensemble de ses contrats. Par conséquent, la Société consacra au cours des prochains mois le temps et les efforts qui seront nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des méthodes, des estimations, des jugements et des processus comptables (y compris les besoins supplémentaires au chapitre des systèmes de technologies de l'information) et qui devront être en place pour assurer la conformité à cette norme.

La Société procède actuellement à une évaluation détaillée de l'incidence que cette norme et ses modifications auront sur les états financiers consolidés de la Société.

c) Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location ». L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17 « Contrats de location » et l'IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location ».

L'IFRS 16 présente les principes liés à la comptabilisation, à l'évaluation, à la présentation et aux informations à fournir pour les contrats de location applicables aux deux parties à un contrat, le preneur et le bailleur. La norme entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière des preneurs selon un modèle de comptabilisation unique, et élimine la distinction qui existait entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple. Les seules exceptions à cette norme visent les contrats de location de moins de un an et ceux dont la valeur de l'actif sous-jacent est faible. La comptabilisation se traduira par une majoration de l'état de la situation financière résultant de la comptabilisation d'un actif lié au droit d'utilisation et d'un passif compensatoire qui représente l'obligation d'effectuer des paiements locatifs. Pour les bailleurs, la comptabilisation demeure essentiellement la même. L'IFRS 16 s'appliquera à la Société pour son exercice ouvert à compter du 28 octobre 2019, et son application anticipée est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

d) Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » qui imposeront de fournir des informations spécifiques permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement. Ces modifications s'appliqueront à la Société pour son exercice ouvert à compter du 30 octobre 2017, et leur application anticipée est permise. L'adoption de ces modifications ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

e) Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions », qui vient modifier l'IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », et précise comment comptabiliser certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, comme l'incidence des conditions d'acquisition de droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie. Ces modifications s'appliqueront à la Société pour son exercice ouvert à compter du 29 octobre 2018, et elles s'appliquent aux attributions effectuées à partir de cette date ainsi qu'aux attributions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis ou aux attributions pour lesquelles les droits ont été acquis mais qui n'ont pas été exercées à cette date. Ces modifications doivent être appliquées de façon prospective, et l'adoption rétrospective est permise. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de ces modifications sur les états financiers consolidés de la Société n'a pas encore été déterminée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels ont été déterminés et regroupés par la direction en deux secteurs distincts, en fonction du type d'activité, c'est-à-dire les activités manufacturières et d'édition. Le secteur de l'impression et de l'emballage comprend les activités manufacturières de la Société et tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinées à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur, de produits marketing personnalisés et de masse, des services de prémédia et de distribution géociblés de porte en porte et de la production de solutions d'emballages souples au Canada et aux États-Unis. Le secteur des médias tire ses revenus des produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels et publications spécialisées pour les professionnels. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées aux prix de transfert convenus, lesquels se rapprochent de la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017				
Revenus	1 809,2 \$	232,3 \$	(34,3) \$	2 007,2 \$
Charges opérationnelles	1 402,7	211,6	(3,8)	1 610,5
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	406,5	20,7	(30,5)	396,7
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	4,7	(18,3)	—	(13,6)
Dépréciation d'actifs	0,1	4,8	—	4,9
Résultat opérationnel avant amortissement	401,7	34,2	(30,5)	405,4
Amortissement	89,1	7,3	7,0	103,4
Résultat opérationnel	312,6 \$	26,9 \$	(37,5) \$	302,0 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	317,4 \$	13,4 \$	(37,5) \$	293,3 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	32,2 \$	11,0 \$	5,2 \$	48,4 \$
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016				
Revenus	1 754,6 \$	312,3 \$	(47,4) \$	2 019,5 \$
Charges opérationnelles	1 362,8	296,3	(29,7)	1 629,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	391,8	16,0	(17,7)	390,1
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	5,1	14,9	(3,0)	17,0
Dépréciation d'actifs	1,8	51,2	0,6	53,6
Résultat opérationnel avant amortissement	384,9	(50,1)	(15,3)	319,5
Amortissement	88,3	10,9	7,5	106,7
Résultat opérationnel	296,6 \$	(61,0) \$	(22,8) \$	212,8 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	303,5 \$	5,1 \$	(25,2) \$	283,4 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	57,0 \$	17,1 \$	4,1 \$	78,2 \$

⁽¹⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts (gains), et les dépréciations d'actifs.

⁽²⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Produits d'impression et d'emballage	1 573,3 \$	1 503,6 \$
Produits d'édition et de contenu	291,7	348,3
Autres produits et services	142,2	167,6
	2 007,2 \$	2 019,5 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Secteur de l'impression et de l'emballage	1 688,4 \$	1 775,9 \$
Secteur des médias	286,4	209,9
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽¹⁾	161,9	76,4
	2 136,7 \$	2 062,2 \$

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les impôts sur le résultat à recevoir, les immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

Les différentes composantes sectorielles géographiques des états consolidés du résultat et des états consolidés de la situation financière pour les exercices clos le :

Secteurs géographiques	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 561,9 \$	1 601,5 \$
Exportations	101,9	123,6
États-Unis	343,4	294,4
	2 007,2 \$	2 019,5 \$
	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Actifs non courants ⁽¹⁾		
Canada	794,4 \$	862,7 \$
États Unis	423,2	460,6
	1 217,6 \$	1 323,3 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, le goodwill et les autres éléments d'actif non courants, et excluent les instruments financiers dérivés, les impôts différés, l'actif au titre des régimes à prestations définies et les placements dans des coentreprises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Transactions de l'exercice clos le 29 octobre 2017

Regroupements d'entreprises

- **Conseils et Services Financiers**

Le 1^{er} décembre 2016, la Société a acquis l'ensemble des marques spécialisées des groupes Conseillers et Services financiers de Rogers Média inc. ("Conseillers et Services financiers"), pour une contrepartie totale de 3,9 millions de dollars payée en espèces. Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge liés à ce regroupement. Les actifs acquis se composent principalement d'immobilisation incorporelles de 3,7 millions de dollars et d'un goodwill de 0,8 million, contrebalancés par des passifs pris en charge d'un montant non significatif. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de la Société de faire croître son offre de produits et services spécialisés dans le Secteur des médias, en renforçant son portefeuille actuel de marques spécialisées. L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 comprend les résultats opérationnels de Conseillers et Services financiers depuis la date d'acquisition. Si Conseillers et Services financiers avaient été acquis en date du 1^{er} novembre 2016, l'état consolidé du résultat de la Société n'aurait pas été modifié significativement.

- **Autres regroupements**

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, des montants de 7,8 millions de dollars et 4,6 millions ont été payés relativement à des contreparties conditionnelles liées à des acquisitions réalisées en 2016 et en 2015, respectivement, et un montant de 0,4 million a été encaissé relativement à une acquisition réalisée en 2016. De plus, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexstar Packaging inc., acquis le 14 octobre 2016. Les changements apportés à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge sont négligeables.

Cessions d'entreprises

- **Actifs médias Atlantique**

Le 12 avril 2017, la Société a disposé de ses actifs médias dans les provinces de l'Atlantique en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir. La transaction inclut 28 marques et propriétés Web s'y rattachant, quatre usines d'impression liées au secteur des médias, des activités d'impression commerciale dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador et des activités de distribution dans les provinces de l'Atlantique. Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a procédé au paiement final de la clause d'ajustement du fonds de roulement.

- **Journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario**

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a procédé à la vente de 11 groupes de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec, représentant un total de 22 journaux et propriétés Web s'y rattachant, dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario tel qu'annoncé le 18 avril 2017, en échange de contreparties en espèces, et pour certains, de contreparties à recevoir.

Les actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et les journaux locaux et régionaux dans la province du Québec ne représentaient pas une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte tel que défini par les IFRS. Ainsi, la vente de ces journaux n'a pas été classée en tant qu'activité abandonnée au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017.

Transactions de l'exercice clos le 31 octobre 2016

Regroupements d'entreprises

- **Robbie Manufacturing**

Le 30 juin 2016, la Société avait acquis la totalité des actions de Robbie Manufacturing, un fournisseur d'emballages souples situé à Lenexa, au Kansas, pour une contrepartie totale de 34,1 millions de dollars américains (44,3 millions de dollars). Ce montant incluait une contrepartie conditionnelle en espèces à payer de 6,0 millions de dollars américains (7,8 millions de dollars) au cours de l'exercice suivant, suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. La Société avait procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Robbie Manufacturing au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016.

- **Flexstar Packaging**

Le 14 octobre 2016, la Société avait acquis la totalité des actions de Flexstar Packaging inc., un fournisseur d'emballages souples situé à Richmond en Colombie-Britannique, pour une contrepartie totale de 40,9 millions de dollars, sujet à ajustements et incluant une contrepartie conditionnelle de 1,0 million en espèces à payer au cours de l'exercice suivant, suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis.

Ces acquisitions ont permis à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage souple.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Transactions de l'exercice clos le 31 octobre 2016 (suite)

L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 comprenait les résultats opérationnels de Robbie Manufacturing et de Flexstar Packaging depuis leur date d'acquisition respective, soit des revenus supplémentaires de 22,5 millions de dollars, un résultat opérationnel avant amortissement de 2,1 millions, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de ces acquisitions et excluant des coûts de transactions de 0,8 million. La juste valeur des créances acquises de 10,4 millions de dollars, dont un montant de 0,1 million considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, était incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation de ces regroupements d'entreprises au 31 octobre 2016. Si la Société avait acquis ces entreprises le 1^{er} novembre 2015, les résultats opérationnels de celle-ci auraient été comme suit : des revenus supplémentaires de 76,5 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement supplémentaire de 10,4 millions, excluant des coûts de transactions de 0,8 million.

• Ultra Flex Packaging

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société avait procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Ultra Flex Packaging, acquis le 30 septembre 2015. La contrepartie totale en espèces payée, compte tenu de l'ajustement de la contrepartie payée de 2,2 millions de dollars en 2016, correspondait à 86,5 millions de dollars américains (115,2 millions de dollars). Ce montant incluait une contrepartie conditionnelle de 8,5 millions de dollars américains (11,4 millions de dollars) à payer aux premier et deuxième anniversaires de la date de la transaction, suivant l'atteinte de seuils de revenus préétablis. Au cours du même exercice, la Société avait révisé ses prévisions de revenus et réévalué la juste valeur de la contrepartie conditionnelle à payer. Par conséquent, un ajustement favorable avait été enregistré, soit un montant de 4,0 millions de dollars américains (5,1 millions de dollars) dans les frais de restructuration et autres coûts (gains) (note 6 « Frais de restructuration et autres coûts (gains) »).

• Redux Media

Le 17 mai 2012, la Société avait acquis 60 % des actions de Redux Media, un réseau de publicité numérique. La Société avait comptabilisé ce regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition anticipée, comme si les actions avaient été acquises à 100 %, en vertu de l'existence d'une option d'achat par l'acquéreur et de vente par le vendeur, trois ans suivant la date d'acquisition. Les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition avaient été consolidés, ainsi que 100 % des résultats à compter de cette date. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société avait exercé son option d'achat du 40 % restant des actions de Redux Media pour une contrepartie totale en espèces de 7,7 millions de dollars, qui était incluse dans les passifs et qui avait été déboursée le 6 avril 2016.

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition, de même que les ajustements à un regroupement d'entreprises de l'exercice précédent effectués au cours de l'exercice clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Actifs acquis		
Actifs courants	0,3 \$	23,1 \$
Immobilisations corporelles	(0,6)	29,7
Immobilisations incorporelles	3,7	27,6
Goodwill (valeur fiscale nulle)	1,2	48,9
	4,6	129,3
Passifs pris en charge		
Passifs courants	0,7	8,5
Dette à long terme (inclut la portion courante) ⁽¹⁾	—	20,6
Impôts différés	0,2	12,7
Autres éléments du passif	0,2	0,1
	1,1	41,9
	3,5 \$	87,4 \$
Contrepartie totale		
Trésorerie déboursée	(3,5) \$	78,6 \$
Contrepartie conditionnelle à payer à court terme	—	8,8
	(3,5) \$	87,4 \$

⁽¹⁾ Au 31 octobre 2016, la dette à long terme de 20,6 millions de dollars avait été remboursée par la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Coûts liés au personnel	592,0 \$	628,3 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	890,3	885,2
Autres biens et services ⁽²⁾	128,2	115,9
	1 610,5 \$	1 629,4 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend principalement les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels. Les contrats de location simple comptabilisés au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017 se sont élevés à 23,2 millions de dollars (23,8 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2016). Les revenus de location et de sous-location comptabilisés au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017 se sont élevés à 4,5 millions de dollars (4,4 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2016).

Le coût des marchandises vendues constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 a été de 1 085,6 millions de dollars (1 122,9 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2016). Un montant de 1,1 million de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 (2,0 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2016).

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS (GAINS)

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Réduction d'effectifs	13,2 \$	24,9 \$
Autres revenus liés à des restructurations ⁽¹⁾	(22,1)	(0,3)
Gains nets sur la vente d'immeubles	(3,8)	(1,2)
Contrats déficitaires	0,6	(0,1)
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽²⁾	0,5	0,5
Modification des régimes de retraite à prestations définies (note 27)	—	(1,2)
Autres revenus ⁽³⁾	(2,0)	(5,6)
	(13,6) \$	17,0 \$

⁽¹⁾ Les autres revenus liés à des restructurations en 2017 comprennent principalement les gains nets sur la vente de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec et des actifs des provinces de l'Atlantique (note 4).

⁽²⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction, principalement des frais juridiques et autres honoraires professionnels, pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

⁽³⁾ Les autres revenus représentent principalement l'effet de la réévaluation de contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 4).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Immobilisations corporelles	1,2 \$	2,4 \$
Immobilisations incorporelles	3,7	50,0
Goodwill	—	1,2
	4,9 \$	53,6 \$

Immobilisations corporelles

Au cours des exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, la Société a enregistré des charges de dépréciation des immobilisations corporelles de 1,2 million de dollars et 2,4 millions, respectivement, principalement attribuable à du matériel de production qui n'était plus utilisé.

Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a procédé au test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, qui sont composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux et de livres. La Société a conclu que les valeurs recouvrables des UGT soumises au test étaient supérieures à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice pour les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée. Au cours du même exercice, la Société a enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles de 3,7 millions de dollars, principalement attribuable à des coûts liés à des projets en technologie dans le secteur des médias à la suite de la vente des actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et des journaux locaux et régionaux dans la province du Québec (note 4).

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de 40,2 millions de dollars en raison d'une baisse de la profitabilité, relativement à des noms commerciaux de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation des relations d'affaires de 8,8 millions de dollars, principalement attribuable aux journaux hebdomadaires au Québec, et une charge de dépréciation des coûts liés à des projets en technologie de 1,0 million dans le même secteur. Ces charges de dépréciation n'avaient pas eu d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Goodwill

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill. La Société a conclu que les valeurs recouvrables des groupes d'UGT soumis au test étaient supérieures à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société avait enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 1,2 million de dollars dans le groupe d'UGT du Groupe des solutions numériques du secteur des médias, en raison d'une diminution des activités. Cette charge de dépréciation n'avait pas eu d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Tests de dépréciation

Au 29 octobre 2017, la Société a procédé aux tests de dépréciation annuels du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, conformément au paragraphe n) de la note 2 « Principales méthodes comptables ». Les valeurs recouvrables des UGT établies pour les fins du test de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée ont été déterminées sur la base de la valeur d'utilité. Les valeurs recouvrables des groupes d'UGT établies pour les fins du test de dépréciation du goodwill ont été déterminées selon la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est établie à l'aide de multiples de capitalisation appliqués aux prévisions budgétaires pour l'exercice 2018, qui proviennent de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné. Ces données sont observées sur le marché.

La valeur d'utilité est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus, qui proviennent de prévisions financières sur trois ans approuvées par la direction. Les prévisions financières sont fondées sur l'expérience passée et reflètent les attentes de la direction quant aux résultats opérationnels et aux dépenses d'investissement, en tenant compte de la stratégie d'entreprise et des tendances économiques et spécifiques du secteur d'activité et du marché. La direction établit ses prévisions en se basant, entre autres, sur les revenus publicitaires, les coûts d'impression et les hausses salariales. Au-delà de la période de trois ans, les flux de trésorerie font l'objet d'extrapolations selon des taux de croissance ou de décroissance perpétuels estimatifs, qui ne sont pas supérieurs à ceux prévus pour les marchés spécifiques dans lesquels les groupes d'UGT exercent leurs activités.

Les taux d'actualisation utilisés par la Société se situent entre 9,57 % et 11,25 % (les taux d'actualisation avant impôts se situent entre 12,87 % et 15,77 %). Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de l'UGT ou du groupe d'UGT concerné. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié que les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créances exigent de dégager sur leurs investissements, et reflète l'évaluation du marché actuel, la valeur temporelle de l'argent et le risque spécifique applicable à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Les hypothèses utilisées par la Société dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, ce qui signifie qu'elles ne sont pas fondées sur des données de marché observables. La Société a effectué une analyse de sensibilité du taux d'actualisation et du taux de croissance ou de décroissance perpétuel dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des UGT ou groupes d'UGT soumis aux tests de dépréciation. Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'une augmentation de 1 % du taux d'actualisation ou de décroissance perpétuelle, ou une baisse de 1 % du taux de croissance perpétuelle, ne changerait pas significativement les résultats des tests.

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'UGT soumis au test de dépréciation du goodwill, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable du goodwill au 29 octobre 2017	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuelle	Taux de d'actualisation avant impôts
Secteur de l'impression et de l'emballage					
Groupe des journaux et du détail	211,5 \$	Juste valeur	5,5x	s.o.	s.o.
Groupe des emballages souples	182,5	Valeur d'utilité	s.o.	3,0 %	12,87 %
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4	Juste valeur	5,0x	s.o.	s.o.

Le calcul de la juste valeur 2016 du Groupe des journaux et du détail, du Groupe des magazines, des livres et des catalogues et des UGT liées aux noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de livres, qui représente le calcul le plus récent de la juste valeur, a été utilisé pour les tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée au 29 octobre 2017, les critères décrits à la note 2 n) aux états financiers consolidés étant satisfaits.

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Immobilisations corporelles	77,1 \$	79,7 \$
Immobilisations incorporelles	26,3	27,0
	103,4	106,7
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	24,4	26,0
	127,8 \$	132,7 \$

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016 ⁽¹⁾
Frais financiers de la dette à long terme	17,5 \$	17,7 \$
Intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies (note 27)	1,7	—
Intérêts sur les lettres de crédit liées aux régimes à prestations définies (note 18)	0,2	0,1
Autres revenus	(1,1)	(0,1)
Gains nets de change	(0,6)	(1,8)
	17,7 \$	15,9 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	284,3 \$	196,9 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada ⁽¹⁾	26,82 %	26,90 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	76,2	53,0
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	2,1	(0,4)
Impôts sur les dépenses non déductibles et les revenus non imposables	(3,1)	0,1
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	(0,4)	—
Autres	(1,7)	(1,6)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	73,1 \$	51,1 \$
Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	73,7 \$	71,7 \$
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts (gains)	0,8	(6,6)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(1,4)	(14,0)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	73,1 \$	51,1 \$

⁽¹⁾ Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	49,4 \$	60,4 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	0,5	(0,4)
	49,9	60,0
Impôts différés		
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(1,4)	(1,8)
Création et renversement des différences temporaires	24,4	(7,4)
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	(0,4)	—
Incidence des variations des taux d'impôt	0,6	0,3
	23,2	(8,9)
Total des impôts sur le résultat	73,1 \$	51,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau suivant présente les composantes des actifs et des passifs d'impôt différé :

	Au 29 octobre 2017		Au 31 octobre 2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Immobilisations corporelles	— \$	42,1 \$	— \$	45,9 \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	—	38,0	—	41,9
Provisions	16,7	—	16,0	—
Revenus reportés	41,9	—	59,3	—
Dette à long terme	—	1,9	—	2,4
Régimes à prestations définies	12,5	—	15,8	—
Report de pertes	105,5	—	124,0	—
Autres	0,3	—	3,0	—
	176,9	82,0	218,1	90,2
Compensation des actifs et passifs	(37,9)	(37,9)	(46,8)	(46,8)
	139,0 \$	44,1 \$	171,3 \$	43,4 \$

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôt différé ont une échéance s'étalant de 2018 à 2037.

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017 s'établit comme suit :

	Solde au 31 octobre 2016	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global		Solde au 29 octobre 2017
				Regroupements d'entreprises		
Immobilisations corporelles	(45,9) \$	3,1 \$	— \$	— \$	0,7 \$	(42,1) \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(41,9)	3,7	0,4	—	(0,2)	(38,0)
Provisions	16,0	1,0	(0,1)	—	(0,2)	16,7
Revenus reportés	59,3	(16,5)	(0,9)	—	—	41,9
Dette à long terme	(2,4)	1,5	—	(1,0)	—	(1,9)
Régimes à prestations définies	15,8	(0,9)	—	(2,4)	—	12,5
Report de pertes	124,0	(13,8)	(4,7)	—	—	105,5
Autres	3,0	(1,3)	0,4	(0,9)	(0,9)	0,3
	127,9 \$	(23,2) \$	(4,9) \$	(4,3) \$	(0,6) \$	94,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016 s'établit comme suit :

	Solde au 31 octobre 2015	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupements d'entreprises	Solde au 31 octobre 2016
Immobilisations corporelles	(43,0) \$	(0,8) \$	— \$	— \$	(2,1) \$	(45,9) \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(43,4)	13,5	(0,5)	—	(11,5)	(41,9)
Provisions	14,7	0,2	—	—	1,1	16,0
Revenus reportés	66,6	(8,5)	1,2	—	—	59,3
Dettes à long terme	(6,6)	6,3	—	(2,1)	—	(2,4)
Régimes à prestations définies	3,8	(1,4)	—	13,4	—	15,8
Report de pertes	125,4	(3,9)	2,5	—	—	124,0
Provision transitoire des sociétés de personnes	(4,4)	4,4	—	—	—	—
Autres	4,1	(0,9)	—	—	(0,2)	3,0
	117,2 \$	8,9 \$	3,2 \$	11,3 \$	(12,7) \$	127,9 \$

Au 29 octobre 2017, la Société dispose de pertes en capital de 1,8 million de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. De plus, la Société dispose de pertes reportées dans certains états des États-Unis, et considérant qu'il est improbable qu'un bénéfice imposable futur suffisant sera disponible pour en utiliser une partie, la Société n'a pas constaté d'actif d'impôt différé totalisant 15,0 millions de dollars relativement à ces pertes. Les pertes rattachées à cet actif non constaté expirent entre 2018 et 2035.

Au 29 octobre 2017, aucun passif d'impôt différé n'a été constaté relativement aux différences temporaires découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporaires ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Le gouvernement des États-Unis procède actuellement à une réforme globale de la législation fiscale. Les dispositions législatives définitives sont présentement inconnues et toute modification de la réglementation fiscale sera intégrée dans nos états financiers consolidés lorsqu'elle sera adoptée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

11 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Comptes clients	336,1 \$	367,1 \$
Provisions pour créances douteuses	(5,3)	(4,7)
Autres débiteurs	49,8	39,5
	380,6 \$	401,9 \$

12 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Matières premières	71,4 \$	68,7 \$
Travaux en cours et produits finis	53,3	59,8
Provision pour désuétude	(7,8)	(8,9)
	116,9 \$	119,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles pour les exercices clos le :

29 octobre 2017	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	46,9 \$	242,8 \$	47,5 \$	1 197,4 \$	13,0 \$	100,6 \$	30,7 \$	1 678,9 \$
Acquisitions	—	0,4	0,6	8,0	—	0,9	23,9	33,8
Mises en service	—	4,9	0,9	31,6	—	2,1	(39,5)	—
Regroupements d'entreprises ⁽¹⁾ (note 4)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	(0,6)
Cessions d'entreprises (note 4)	(1,4)	(9,7)	(0,9)	(15,3)	—	(4,3)	—	(31,6)
Dispositions et élimination du des actifs entièrement amortis	(0,5)	(7,1)	(1,4)	(25,1)	—	(12,1)	—	(46,2)
Variation du cours de change et autres	(1,2)	(2,7)	—	(6,9)	—	(0,8)	—	(11,6)
Solde au 29 octobre 2017	43,8 \$	228,6 \$	46,7 \$	1 189,2 \$	13,0 \$	86,4 \$	15,0 \$	1 622,7 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(123,9) \$	(19,8) \$	(870,4) \$	(13,0) \$	(85,8) \$	— \$	(1 112,9) \$
Amortissement	—	(8,5)	(3,9)	(58,1)	(0,1)	(6,5)	—	(77,1)
Cessions d'entreprises (note 4)	—	6,1	0,6	14,5	—	4,0	—	25,2
Dispositions et élimination du cumul des amortissements et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	4,1	1,2	23,1	0,1	11,8	—	40,3
Dépréciations	—	—	—	(1,2)	—	—	—	(1,2)
Variation du cours de change et autres	—	0,6	—	2,9	—	0,3	—	3,8
Solde au 29 octobre 2017	— \$	(121,6) \$	(21,9) \$	(889,2) \$	(13,0) \$	(76,2) \$	— \$	(1 121,9) \$
Valeur comptable nette	43,8 \$	107,0 \$	24,8 \$	300,0 \$	— \$	10,2 \$	15,0 \$	500,8 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexstar Packaging inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

31 octobre 2016	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	46,5 \$	249,5 \$	48,8 \$	1 172,1 \$	12,1 \$	112,1 \$	27,3 \$	1 668,4 \$
Acquisitions	—	2,5	1,0	13,6	—	2,2	38,0	57,3
Mises en service	—	2,8	3,0	25,0	—	3,6	(34,4)	—
Regroupements d'entreprises (note 4)	0,4	5,2	0,4	22,3	—	1,3	0,1	29,7
Cessions d'entreprises (note 4)	(0,1)	(1,3)	(1,8)	(10,0)	—	(2,4)	—	(15,6)
Dispositions et élimination du des actifs entièrement amortis	(0,5)	(17,8)	(4,0)	(29,9)	0,9	(14,6)	—	(65,9)
Variation du cours de change et autres	0,6	1,9	0,1	4,3	—	(1,6)	(0,3)	5,0
Solde au 31 octobre 2016	46,9 \$	242,8 \$	47,5 \$	1 197,4 \$	13,0 \$	100,6 \$	30,7 \$	1 678,9 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(128,1) \$	(20,8) \$	(845,9) \$	(11,7) \$	(94,4) \$	— \$	(1 100,9) \$
Amortissement	—	(9,0)	(3,9)	(57,9)	(0,4)	(8,5)	—	(79,7)
Cessions d'entreprises (note 4)	—	0,8	1,4	9,3	—	2,4	—	13,9
Dispositions et élimination du cumul des amortissements et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	13,5	3,6	28,3	(0,9)	14,3	—	58,8
Dépréciations	—	(0,4)	(0,1)	(1,8)	—	(0,1)	—	(2,4)
Variation du cours de change et autres	—	(0,7)	—	(2,4)	—	0,5	—	(2,6)
Solde au 31 octobre 2016	— \$	(123,9) \$	(19,8) \$	(870,4) \$	(13,0) \$	(85,8) \$	— \$	(1 112,9) \$
Valeur comptable nette	46,9 \$	118,9 \$	27,7 \$	327,0 \$	— \$	14,8 \$	30,7 \$	566,0 \$

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos le :

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
29 octobre 2017								
Coût								
Solde au début de l'exercice	184,5 \$	133,9 \$	12,6 \$	10,1 \$	52,8 \$	15,5 \$	115,3 \$	524,7 \$
Ajouts (générés en interne)	—	9,5	—	—	5,1	—	—	14,6
Regroupements d'entreprises (note 4)	2,1	—	—	—	—	—	1,6	3,7
Cessions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	(0,9)	—	(95,4)	(96,3)
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	(1,7)	—	—	(0,4)	(5,2)	—	—	(7,3)
Variation du cours de change et autres	(4,4)	—	—	—	—	—	—	(4,4)
Solde au 29 octobre 2017	180,5 \$	143,4 \$	12,6 \$	9,7 \$	51,8 \$	15,5 \$	21,5 \$	435,0 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(59,1) \$	(104,8) \$	(9,9) \$	(8,3) \$	(25,4) \$	(11,6) \$	(88,6) \$	(307,7) \$
Amortissement	(16,5)	(12,7)	(1,0)	(0,7)	(7,4)	(1,3)	(0,2)	(39,8)
Cessions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	0,4	—	78,5	78,9
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	1,7	—	—	0,4	5,2	—	—	7,3
Dépréciations	—	—	—	—	(3,7)	—	—	(3,7)
Variation du cours de change et autres	1,1	—	—	—	—	—	—	1,1
Solde au 29 octobre 2017	(72,8) \$	(117,5) \$	(10,9) \$	(8,6) \$	(30,9) \$	(12,9) \$	(10,3) \$	(263,9) \$
Valeur comptable nette	107,7 \$	25,9 \$	1,7 \$	1,1 \$	20,9 \$	2,6 \$	11,2 \$	171,1 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
2016								
Coût								
Solde au début de l'exercice	157,3 \$	124,3 \$	12,6 \$	9,6 \$	51,4 \$	11,6 \$	128,1 \$	494,9 \$
Ajouts (générés en interne)	—	9,6	—	—	7,3	4,0	—	20,9
Regroupements d'entreprises (note 4)	27,1	—	—	0,5	—	—	—	27,6
Cessions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	(1,4)	—	(12,8)	(14,2)
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	(1,0)	—	—	—	(4,8)	—	—	(5,8)
Variation du cours de change et autres	1,1	—	—	—	0,3	(0,1)	—	1,3
Solde au 31 octobre 2016	184,5 \$	133,9 \$	12,6 \$	10,1 \$	52,8 \$	15,5 \$	115,3 \$	524,7 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(36,5) \$	(91,6) \$	(8,8) \$	(6,5) \$	(22,5) \$	(10,3) \$	(61,2) \$	(237,4) \$
Amortissement	(15,9)	(13,2)	(1,1)	(1,7)	(7,6)	(1,3)	—	(40,8)
Cessions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	0,8	—	12,8	13,6
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	1,0	—	—	—	4,8	—	—	5,8
Dépréciations	(8,8)	—	—	—	(1,0)	—	(40,2)	(50,0)
Variations du cours de change et autres	1,1	—	—	(0,1)	0,1	—	—	1,1
Solde au 31 octobre 2016	(59,1) \$	(104,8) \$	(9,9) \$	(8,3) \$	(25,4) \$	(11,6) \$	(88,6) \$	(307,7) \$
Valeur comptable nette	125,4 \$	29,1 \$	2,7 \$	1,8 \$	27,4 \$	3,9 \$	26,7 \$	217,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

15 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Coût		
Solde au début de l'exercice	1 220,0 \$	1 168,6 \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	1,6	48,9
Cessions d'entreprises (note 4)	—	(1,4)
Variation du cours de change	(6,3)	3,9
Solde à la fin de l'exercice	1 215,3 \$	1 220,0 \$
Dépréciations cumulées		
Solde au début de l'exercice	(710,3) \$	(709,1) \$
Dépréciations (note 7)	—	(1,2)
Solde à la fin de l'exercice	(710,3) \$	(710,3) \$
Valeur comptable nette		
Au début de l'exercice	509,7 \$	459,5 \$
À la fin de l'exercice	505,0 \$	509,7 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Secteurs opérationnels		
Secteur de l'impression et de l'emballage		
Groupe des journaux et du détail	211,5 \$	211,5 \$
Groupe des emballages souples	182,5	188,0
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4	65,4
Groupe du prémédia	12,5	12,5
	471,9	477,4
Secteur des médias		
Groupe d'édition de livres	19,5	19,5
Groupe des solutions d'affaires (note 4)	13,6	12,8
	33,1	32,3
	505,0 \$	509,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

16 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Coûts d'acquisition de contrats	21,8 \$	23,9 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 27)	2,6	3,4
Juste valeur des instruments financiers dérivés	1,8	1,4
Autres	12,1	6,7
	38,3 \$	35,4 \$

17 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016 ⁽¹⁾
Comptes fournisseurs et autres frais courus	159,8 \$	148,8 \$
Salaires et autres avantages à payer	85,6	90,1
Rémunération à base d'actions (note 23)	16,9	12,9
Taxes à payer	9,2	9,0
Instruments financiers dérivés	0,1	1,8
Frais financiers à payer	6,1	6,1
Autres	27,0	47,3
	304,7 \$	316,0 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

18 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au 29 octobre 2017	Échéances	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Billets non garantis de premier rang - 3,897 %	4,03 %	2019	250,0 \$	250,0 \$
Débetures - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 5,58 %	5,58 %	2019	50,0	50,0
Série 2 - 4,011 %	4,05 %	2020	50,0	50,0
Autres emprunts à des taux nominaux nuls	5,73 %	2017	—	0,2
			350,0	350,2
Frais d'émission de la dette à long terme au coût amorti			1,7	2,1
Total de la dette à long terme			348,3	348,1
Portion courante de la dette à long terme			—	0,2
			348,3 \$	347,9 \$

Le 1^{er} mars 2016, la Société a remboursé ses billets de premier rang Série 2004 D venus à échéance à cette date, au montant de 10,0 millions de dollars américains (13,5 millions de dollars). Ce financement était d'une durée de onze ans, au taux LIBOR majoré de 0,90 %.

Les billets non garantis de premier rang, au montant de 250,0 millions de dollars, portent intérêt au taux de 3,897 %, payable en versements semestriels égaux et échéant en 2019. Les billets sont des obligations non garanties directes de la Société et elles occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui venait à échéance en février 2021, et dont l'échéance a été prolongée le 9 janvier 2017 jusqu'en février 2022 selon les mêmes modalités. Le taux d'intérêt applicable à la facilité de crédit est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,675 %, ou alors du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,675 %. Au 29 octobre 2017, le taux nominal était de 2,99 % et de 2,91 % pour la facilité de crédit en dollars canadiens et en dollars américains, respectivement.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux débetures de 50,0 millions chacune. La débenture non garantie Série 1 porte intérêt au taux de 5,58 %, payable semestriellement, et échéant en 2019. La débenture non garantie Série 2 porte intérêt au taux de 4,011 %, payable semestriellement, et échéant en 2020.

La Société a des ententes relatives à deux facilités de lettres de crédit renouvelables et non engagées, au montant de 15,0 millions de dollars chacune, qui venaient à échéance le 11 avril 2017. Le 7 février 2017, la Société a prolongé ses deux facilités de lettres de crédit d'une année supplémentaire, reportant l'échéance au 11 avril 2018. Les frais applicables à la portion émise sur ces facilités de lettres de crédit sont de 1,00 % annuellement. Au 29 octobre 2017, des lettres de crédit au montant de 17,6 millions de dollars (15,7 millions au 31 octobre 2016) avaient été émises à même ces facilités, principalement en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies de la Société (note 27 « Avantages du personnel »).

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ces clauses.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

18 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2018	— \$
2019	300,0
2020	50,0
2021	—
2022	—
	350,0 \$

19 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	6,2 \$	5,5 \$	1,0 \$	12,7 \$
Provisions enregistrées	13,7	1,1	—	14,8
Montants utilisés	(14,8)	(3,6)	(0,3)	(18,7)
Provisions renversées	(0,5)	(0,5)	(0,1)	(1,1)
Solde au 29 octobre 2017	4,6 \$	2,5 \$	0,6 \$	7,7 \$
Portion courante	4,6 \$	1,5 \$	0,3 \$	6,4 \$
Portion non courante	—	1,0	0,3	1,3
	4,6 \$	2,5 \$	0,6 \$	7,7 \$

Frais de restructuration

La Société procède à des mesures de rationalisation dans ses secteurs opérationnels en raison de changements structurels importants dans les industries de l'impression et des médias.

Contrats déficitaires

Les provisions pour contrats déficitaires sont rattachées à des contrats de location simple pour des espaces inutilisés par la Société à la suite de mesures de rationalisation, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra déboursier en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance maximale de ces contrats est de 4,5 ans.

Autres

Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les provisions relatives aux réclamations et aux litiges.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

20 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016 ⁽¹⁾
Revenus reportés	84,1 \$	128,9 \$
Charges à payer et autres passifs	8,6	11,9
Rémunération à base d'actions (note 23)	15,8	10,4
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 27)	50,5	62,7
Instruments financiers dérivés	—	0,5
	159,0 \$	214,4 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

21 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes.

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes.

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	62 886 445	342,8 \$	63 363 281	348,1 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	89 100	0,1	732 390	1,0
Actions rachetées et annulées	(2 663)	—	(1 242 427)	(6,8)
Levée d'options d'achat d'actions	594 262	9,7	33 201	0,5
Solde à la fin de l'exercice	63 567 144	352,6	62 886 445	342,8
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	14 074 626	19,1	14 807 016	20,1
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(89 100)	(0,1)	(732 390)	(1,0)
Solde à la fin de l'exercice	13 985 526	19,0	14 074 626	19,1
	77 552 670	371,6 \$	76 961 071	361,9 \$

Rachat d'actions

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 17 avril 2017 et le 16 avril 2018, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 442 349 actions catégorie B. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

21 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société a racheté et annulé 2 663 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,48 \$, pour une contrepartie totale en espèces négligeable. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 29 octobre 2017. Au cours de l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a racheté et annulé 1 242 427 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,33 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 21,5 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 14,7 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Levée d'options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017, la contrepartie reçue a été de 7,6 millions de dollars, et un montant de 2,1 millions a été transféré du surplus d'apport au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, la contrepartie reçue a été de 0,4 million de dollars, et un montant de 0,1 million a été transféré du surplus d'apport au capital social.

Dividendes

Des dividendes de 0,785 \$ et 0,73 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, respectivement.

22 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net de base et dilué par action pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Numérateur		
Résultat net	211,5 \$	146,3 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	77,3	77,6
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,2	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué	77,5	77,8

Aux 29 octobre 2017 et 31 octobre 2016, toutes les options d'achat d'actions sont incluses dans le calcul du résultat net dilué par action étant donné leur effet potentiel dilutif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

23 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 29 octobre 2017 sont de 6 078 562 et 3 583 635, respectivement. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options. La Société a cessé d'octroyer des options d'achat d'actions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions d'un montant négligeable et de 0,1 million de dollars, respectivement, ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de l'exercice	729 502	12,60 \$	762 703	12,57 \$
Levées	(594 262)	12,89	(33 201)	11,82
Options en cours à la fin de l'exercice	135 240	11,33 \$	729 502	12,60 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	135 240	11,33 \$	729 502	12,60 \$

Au 29 octobre 2017, le solde des options d'achat d'actions disponible pour attributions futures en vertu du régime était de 3 448 395.

Au 29 octobre 2017, le prix de levée des options en cours à la fin de l'exercice était de 11,33 \$ et leur durée de vie contractuelle résiduelle était de 2,2 ans.

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

Nombre d'unités	29 octobre 2017	31 octobre 2016	29 octobre 2017	31 octobre 2016
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	274 168	279 162	1 069 860	1 064 655
Unités attribuées	13 545	—	248 371	352 403
Unités annulées	—	—	(6 198)	(117 078)
Unités payées	(6 907)	(18 384)	(382 726)	(266 379)
Unités converties	—	2 586	—	(2 586)
Dividendes versés en unités	8 980	10 804	28 005	38 845
Solde à la fin de l'exercice	289 786	274 168	957 312	1 069 860

Au 29 octobre 2017, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 25,1 millions de dollars, dont 15,8 millions de dollars présentés en Autres éléments du passif (16,5 millions au 31 octobre 2016, dont 10,4 millions de dollars présentés en Autres éléments du passif). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016 ont été de 16,6 millions de dollars et 4,2 millions, respectivement. Des montants de 8,0 millions de dollars et 5,5 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, respectivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

23 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

Nombre d'unités	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Solde au début de l'exercice	377 901	363 514
Rémunération des administrateurs	25 931	33 577
Unités payées	(145 014)	(34 000)
Dividendes versés en unités	9 733	14 810
Solde à la fin de l'exercice	268 551	377 901

Au 29 octobre 2017, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 7,6 millions de dollars (6,8 millions au 31 octobre 2016). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016 ont été de 4,4 millions de dollars et d'un montant négligeable, respectivement. Des montants de 3,6 millions de dollars et 0,6 million ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, respectivement.

24 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 31 octobre 2016	(1,6) \$	38,7 \$	(34,4) \$	2,7 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	2,6	(17,0)	6,2	(8,2)
Solde au 29 octobre 2017	1,0 \$	21,7 \$	(28,2) \$	(5,5) \$
Solde au 31 octobre 2015	(7,0) \$	24,3 \$	2,1 \$	19,4 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	5,4	14,4	(36,5)	(16,7)
Solde au 31 octobre 2016	(1,6) \$	38,7 \$	(34,4) \$	2,7 \$

Au 29 octobre 2017, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2018	2019	Total
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	0,8 \$	0,6 \$	1,4 \$
Impôts sur le résultat	0,2	0,2	0,4
	0,6 \$	0,4 \$	1,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

25 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Débiteurs	28,4 \$	(1,0) \$
Stocks	0,3	9,8
Frais payés d'avance et autres actifs courants	(0,6)	1,9
Créditeurs et charges à payer	(0,3)	(35,5)
Provisions	(5,7)	(3,2)
Revenus reportés et dépôts	(49,9)	(15,3)
Régimes à prestations définies	(3,2)	(5,0)
	(31,0) \$	(48,3) \$

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations comprend un montant de 31,0 millions de dollars qui a été encaissé et comptabilisé à titre de revenus reportés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016 (note 20 « Autres éléments du passif »).

26 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société.

Le tableau suivant présente la rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Salaires et autres avantages à court terme	10,9 \$	11,0 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,7	0,8
Rémunération à base d'actions	17,4	3,5
	29,0 \$	15,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre à ses employés divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes de retraite multi-employeurs. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de services et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées au cours de l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies, les régimes de retraite multi-employeurs et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur. Certaines obligations de la Société aux termes des régimes à prestations définies sont garanties par des lettres de crédit, émises à même les facilités de crédit de la Société, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes.

Le conseil d'administration de la Société, à l'aide de son comité de retraite, est responsable de la surveillance et de la gouvernance des régimes de retraite. Le comité de retraite aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision générales à l'égard des régimes de retraite, notamment en ce qui concerne les décisions de placements, les cotisations aux régimes à prestations définies et la sélection des possibilités de placement des régimes à cotisations définies. Les actifs des régimes de retraite sont détenus en fidéicomis, excepté les rentes assurées. Les régimes de retraite de la Société sont gérés conformément aux lois canadiennes et provinciales applicables aux régimes de retraite, lesquelles prescrivent des exigences de financement minimal et maximal pour les régimes de retraite à prestations définies.

La politique de financement de la Société consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Les cotisations de la Société à ses régimes de retraite reflètent les plus récentes évaluations actuarielles concernant le rendement sur les placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs. La capitalisation des régimes de retraite repose sur des bases d'évaluations de financement qui sont différentes de la base comptable et pour lesquelles les méthodes et hypothèses peuvent différer des méthodes et hypothèses utilisées à des fins comptables.

Les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi exposent la Société à certains risques particuliers, notamment le rendement sur les placements, les modifications du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation, le taux de longévité des participants, l'inflation et les coûts de soins de santé.

La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de capitalisation des régimes de retraite de la Société datent du 31 décembre 2015 pour les régimes enregistrés au Québec et du 31 décembre 2016 pour les régimes enregistrés en Ontario.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos le :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	29 octobre 2017	31 octobre 2016	29 octobre 2017	31 octobre 2016	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Obligation au titre des régimes à prestations définies						
Solde au début de l'exercice	781,4 \$	712,2 \$	13,3 \$	13,1 \$	794,7 \$	725,3 \$
Coût des services rendus ⁽¹⁾	—	—	0,3	(0,5)	0,3	(0,5)
Coût des services passés ⁽²⁾	(0,3)	(1,2)	—	—	(0,3)	(1,2)
Coût financier relatif à l'obligation au titre des prestations définies	24,8	30,6	0,4	0,4	25,2	31,0
Écarts actuariels découlant de :						
L'expérience du régime	1,5	10,9	(0,1)	—	1,4	10,9
Changements dans les hypothèses démographiques	0,2	0,6	—	—	0,2	0,6
Changements dans les hypothèses financières	(30,9)	105,5	0,9	1,0	(30,0)	106,5
Obligation au titre des prestations définies éteinte à la suite de la liquidation	(1,0)	—	—	—	(1,0)	—
Prestations versées	(51,9)	(77,3)	(1,1)	(0,7)	(53,0)	(78,0)
Variation du cours de change et autres	(0,1)	0,1	—	—	(0,1)	0,1
Solde à la fin de l'exercice	723,7 \$	781,4 \$	13,7 \$	13,3 \$	737,4 \$	794,7 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	737,3 \$	717,5 \$	— \$	— \$	737,3 \$	717,5 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	23,5	31,0	—	—	23,5	31,0
Écarts actuariels sur les actifs des régimes	(19,0)	63,4	—	—	(19,0)	63,4
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des actifs)	(1,1)	(1,3)	—	—	(1,1)	(1,3)
Prestations versées	(51,9)	(77,3)	(1,1)	(0,7)	(53,0)	(78,0)
Cotisations de l'employeur	5,0	3,8	1,1	0,7	6,1	4,5
Actif distribué à la suite de la liquidation	(1,2)	—	—	—	(1,2)	—
Variation du cours de change et autres	—	0,2	—	—	—	0,2
Solde à la fin de l'exercice	692,6 \$	737,3 \$	— \$	— \$	692,6 \$	737,3 \$
Déficit des régimes	(31,1) \$	(44,1) \$	(13,7) \$	(13,3) \$	(44,8) \$	(57,4) \$
Effet du plafond de l'actif	(3,1)	(1,9)	—	—	(3,1)	(1,9)
Passif au titre des régimes à prestations définies	(34,2) \$	(46,0) \$	(13,7) \$	(13,3) \$	(47,9) \$	(59,3) \$

⁽¹⁾ Le coût des services rendus des autres régimes à prestations définies inclut la variation nette du régime d'invalidité à long terme, composée du coût des services rendus et des écarts actuariels. Le coût des services passés de ce régime est présenté sur une ligne distincte.

⁽²⁾ Pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, le revenu des services passés des prestations de retraite résulte de la modification à la loi au Québec qui élimine l'obligation d'offrir la prestation additionnelle et permet aux employeurs de l'éliminer dans leur régime.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'actif (le passif) au titre des régimes à prestations définies figurent comme suit aux états financiers consolidés de la situation financière :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Autres éléments d'actif (note 16)	2,6 \$	3,4 \$
Autres éléments du passif (note 20)	(50,5)	(62,7)
	(47,9) \$	(59,3) \$

Le tableau suivant présente la composition de la juste valeur des actifs des régimes :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Cotés sur un marché actif		
Titres de capitaux propres		
Actions canadiennes et étrangères et fonds de placement	70,3 \$	119,3 \$
Titres de créances		
Obligations de gouvernements et d'entreprises et fonds de placement	391,5	421,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de placement	6,8	7,5
	468,6	548,3
Non cotés sur un marché actif		
Rentes assurées	224,0	189,0
	692,6 \$	737,3 \$

Au 29 octobre 2017, les actifs des régimes comprenaient des actions de la Société pour un montant de 0,6 million de dollars (0,6 million au 31 octobre 2016).

La stratégie d'appariement des actifs et des passifs de la Société consiste à minimiser le risque, par l'achat de rentes assurées et de titres de créances. Pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, les régimes ont investi dans des rentes assurées sans rachat des engagements. Leur juste valeur est considérée être égale à l'obligation au titre des prestations définies des participants visés par l'achat de rentes, calculée selon les hypothèses applicables à la date de clôture.

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
	Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	692,6 \$	737,3 \$	— \$	— \$	692,6 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	694,5	750,1	—	—	694,5	750,1
Effet du plafond de l'actif	(3,1)	(1,9)	—	—	(3,1)	(1,9)
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - déficit	(5,0) \$	(14,7) \$	— \$	— \$	(5,0) \$	(14,7) \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes sans capitalisation	29,2	31,3	13,7	13,3	42,9	44,6
Situation de capitalisation totale - déficit	(34,2) \$	(46,0) \$	(13,7) \$	(13,3) \$	(47,9) \$	(59,3) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 4,9 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice se terminant le 28 octobre 2018, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour calculer l'obligation au titre des régimes à prestations définies de la Société :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	3,60 %	3,30 %
Moyenne pondérée du taux de croissance de la rémunération	3,03	3,07

Au 29 octobre 2017, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était évalué à 6,0 % diminuant graduellement pour s'établir à 4,15 % pendant 15 ans.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 et comporte certaines limites. Les sensibilités de chacune des principales hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses. Les résultats réels pourraient donc entraîner la modification des autres hypothèses simultanément. Toute modification d'un facteur pourrait entraîner une modification d'un autre facteur, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence des variations des principales hypothèses.

Augmentation (diminution)	Obligation au titre des prestations définies
Incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'actualisation	(10,5) \$
Incidence d'une diminution de 0,1 % du taux d'actualisation	10,8
Incidence d'une augmentation de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	1,0
Incidence d'une diminution de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	(0,9)

Le tableau suivant présente la composition du coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos le :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	29 octobre 2017	31 octobre 2016	29 octobre 2017	31 octobre 2016	29 octobre 2017	31 octobre 2016
	Coût des services rendus	— \$	— \$	0,3 \$	(0,5) \$	0,3 \$
Coût des services passés	(0,3)	(1,2)	—	—	(0,3)	(1,2)
Frais d'administration	1,1	1,3	—	—	1,1	1,3
Perte résultant d'une liquidation	0,2	—	—	—	0,2	—
Coût des régimes comptabilisé dans le résultat net	1,0 \$	0,1 \$	0,3 \$	(0,5) \$	1,3 \$	(0,4) \$
Coût financier relatif à l'obligation au titre des régimes à prestations définies	24,8 \$	30,6 \$	0,4 \$	0,4 \$	25,2 \$	31,0 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	(23,5)	(31,0)	—	—	(23,5)	(31,0)
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies	1,3 \$	(0,4) \$	0,4 \$	0,4 \$	1,7 \$	— \$
Coût au titre des régimes à prestations définies	2,3 \$	(0,3) \$	0,7 \$	(0,1) \$	3,0 \$	(0,4) \$

Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les charges opérationnelles aux états consolidés du résultat pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016 ont été de 1,1 million de dollars et 1,3 million, respectivement. Les gains nets ou les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les frais de restructuration et autres coûts (gains) aux états consolidés du résultat pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016 ont été de 0,2 million de dollars et de (1,7) million, respectivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

27 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes de retraite à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Régimes de retraite à cotisations définies	17,7 \$	18,6 \$
Régimes généraux et obligatoires	15,8	17,5
	33,5 \$	36,1 \$

28 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location simple de locaux, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de location de locaux et autres engagements ⁽¹⁾	30,8 \$	68,0 \$	23,4 \$	122,2 \$

⁽¹⁾ La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location simple venant à échéance entre 2018 et 2022. La Société estime pouvoir récupérer un montant totalisant 3,6 millions de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Indemnisations des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 29 octobre 2017, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

b) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société a convenu de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées ou aux termes d'ententes en vigueur au moment de la conclusion de telles transactions. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 29 octobre 2017, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 29 octobre 2017 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs, de même que dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif à ces éléments est représentée par leur valeur comptable dans les états consolidés de la situation financière. La Société est également exposée au risque de crédit à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés. Toutefois, la Société estime que le risque est peu élevé puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Au 29 octobre 2017 et au 31 octobre 2016, l'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux actifs d'instruments financiers dérivés était faible.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'approbation et d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société a également contracté une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Au 29 octobre 2017, aucun client ne représente à lui seul 10,0 % ou plus des revenus de la Société, ou 10,0 % ou plus des comptes clients associés.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction des types de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus à chaque date de clôture par la direction. La Société enregistre une dépense pour créances douteuses seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Les débiteurs en souffrance se détaillent comme suit :

	Au 29 octobre 2017	Au 31 octobre 2016
Comptes clients		
1 - 30 jours en souffrance	53,4 \$	61,8 \$
31 - 60 jours en souffrance	11,1	15,1
Plus de 60 jours en souffrance	10,7	10,7
	75,2	87,6
Provision pour créances douteuses	(5,3)	(4,7)
	69,9 \$	82,9 \$

La variation de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Solde au début de l'exercice	4,7 \$	4,8 \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	—	0,1
Dépense pour créances douteuses	2,2	1,7
Créances recouvrées ou radiées	(1,6)	(1,9)
Solde à la fin de l'exercice	5,3 \$	4,7 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 29 octobre 2017 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans
Passifs financiers non dérivés					
Créditeurs et charges à payer	304,5 \$	304,5 \$	304,5 \$	— \$	— \$
Dette à long terme	348,3	378,6	14,5	364,1	—
Charges à payer à long terme	17,0	17,0	—	17,0	—
	669,8	700,1	319,0	381,1	—
Instruments financiers dérivés					
Contrats de change à terme au passif	0,1	0,1	0,1	—	—
	669,9 \$	700,2 \$	319,1 \$	381,1 \$	— \$

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2016 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans
Passifs financiers non dérivés					
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	299,2 \$	299,2 \$	299,2 \$	— \$	— \$
Contreparties conditionnelles	15,0	15,0	15,0	—	—
Dette à long terme	348,1	393,3	14,7	327,6	51,0
Charges à payer à long terme ⁽¹⁾	13,0	13,0	—	12,5	0,5
	675,3	720,5	328,9	340,1	51,5
Instruments financiers dérivés					
Contrats de change à terme au passif	2,3	2,3	1,8	0,5	—
	677,6 \$	722,8 \$	330,7 \$	340,6 \$	51,5 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société n'est pas exposée significativement au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt étant donné que ses dettes à long terme sont à taux fixe.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis, et achète du matériel de production en devise américaine. La Société est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 29 octobre 2017, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 76,0 millions de dollars américains (104,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2016), dont 46,0 millions et 30,0 millions seront vendus au cours des exercices se terminant le 28 octobre 2018 et le 27 octobre 2019, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 24 mois, à des taux variant de 1,2582 à 1,4336. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie et d'investissement net au 29 octobre 2017 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice. Au cours des exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, aucune charge d'inefficacité n'a été comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Pour les exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les AERG :

	29 octobre 2017		31 octobre 2016	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
Exposition au dollar américain	(1,3) \$	(7,7) \$	1,9 \$	(7,9) \$

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'effet contraire sur le résultat net et les AERG.

Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Le tableau ci-dessous indique la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés au 29 octobre 2017 et au 31 octobre 2016.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme et les contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Le modèle d'évaluation des contreparties conditionnelles tient compte de la valeur actualisée des paiements attendus par application d'un taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le paiement attendu est déterminé en évaluant les divers scénarios de réalisation des seuils de performance financière préétablis, le montant à payer aux termes de chaque scénario et la probabilité de réalisation de chacun de ces scénarios.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

- Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques
- Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)
- Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

29 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés :

	Au 29 octobre 2017		Au 31 octobre 2016	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Contrats de change à terme à l'actif	5,0 \$	5,0 \$	2,5 \$	2,5 \$
Contreparties conditionnelles	—	—	(15,0)	(15,0)
Dette à long terme	(359,6)	(348,3)	(366,1)	(348,1)
Contrats de change à terme au passif	(0,1)	(0,1)	(2,3)	(2,3)

Ces instruments financiers sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, à l'exception des contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises qui sont classés dans le niveau 3. Au cours des exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

La variation des instruments financiers de niveau 3 se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Solde au début de l'exercice	(15,0) \$	(11,1) \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	—	(8,8)
Montant payé	12,5	—
Variation incluse au résultat net	2,0	5,1
Variation du cours de change	0,3	(0,2)
Solde à la fin de l'exercice	(0,2) \$	(15,0) \$

30 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (gains), et dépréciation d'actifs afin de conserver une cote de solvabilité élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de pouvoir saisir des occasions d'investissements stratégiques.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (gains), et dépréciation d'actifs comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos le :

	29 octobre 2017	31 octobre 2016
Dette à long terme	348,3 \$	347,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	—	0,2
Trésorerie	(247,1)	(16,7)
Endettement net	101,2 \$	331,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (gains), et dépréciation d'actifs	396,7 \$	390,1 \$
Ratio d'endettement net	0.3x	0.8x

Pour l'exercice clos le 29 octobre 2017, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières, de même qu'à l'égard d'aucune de ses clauses restrictives.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 29 octobre 2017 et le 31 octobre 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

31 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Vente de journaux locaux et régionaux du Québec

En novembre et décembre 2017, la Société a procédé à la vente de plusieurs groupes de journaux locaux et régionaux dans la province du Québec, représentant un total de 34 journaux et propriétés Web s'y rattachant, ainsi qu'un site Web, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir.

Ces ventes de journaux s'inscrivent dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario annoncé par la Société le 18 avril 2017.

Regroupement d'entreprises

Le 31 octobre 2017, la Société a acquis la totalité des actions de Les Industries Flexipak inc. ("Flexipak"), un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec. La Société procédera à l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexipak au cours du prochain exercice.

Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage.